Octobre 2023

Institut EGA

RAPPORT

La « personnalité stratégique » de l'Iran : identité, sécurité et politique de sécurité

Tewfik HAMEL

www.institut-ega.org secretariat@institut-ega.org

AVERTISSEMENT

La « personnalité stratégique » de l'Iran : identité, sécurité et politique de sécurité

L'Institut d'études de géopolitique appliquée (Iega) est un laboratoire d'idées français fondé en 2015 spécialisé sur les relations internationales. Depuis sa fondation, l'Iega est guidé par la volonté d'associer société civile, acteurs institutionnels et scientifiques dans le domaine de l'analyse géopolitique. Guidé par le souci d'indépendance et d'objectivité tout autant que par l'aspect humain, il œuvre en ce sens à travers la publication de travaux scientifiques en libre-accès, ainsi que par l'organisation d'événements et de formations accessibles au plus grand nombre.

Étude rédigée par Tewfik HAMEL, chercheur associé à l'Institut d'études de géopolitique appliquée.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Institut d'études de géopolitique appliquée, 16 octobre 2023.

Comment citer cette publication :

Tewfik HAMEL, *La « personnalité stratégique » de l'Iran : identité, sécurité et politique de sécurité*, Institut d'études de géopolitique appliquée, Paris, 16 octobre 2023.

Institut d'études de géopolitique appliquée
121 rue du Vieux Pont de Sèvre, 92100 Boulogne-Billancourt
Courriel : secretariat@institut-ega.org
Site internet : www.institut-ega.org

Institut EGA

SOMMAIRE

Introduction 2

Identité et politique de sécurité 8

La « doctrine de résistance » 13

Les facteurs de risque de prolifération nucléaire 20

Programme nucléaire iranien : civil ou militaire ? 21

La méfiance stratégique entre les États-Unis et l'Iran 25

Grand marchandage *versus* option militaire 29

La guerre Irak-Iran et la doctrine militaire iranienne 33

La « défense mosaïque » 36

Conclusion 42

Bibliographie 45

L'Iran – pays incompris, complexe et enveloppé de mystères – occupe une place centrale dans la stratégie des États-Unis et de l'Union européenne au Moyen-Orient. Depuis la révolution islamique de 1979, il est souvent présenté comme irrationnel au motif que la doctrine religieuse chiite exalte le martyre des fidèles. En d'autres termes, parce que la religion joue un rôle central dans l'idéologie officielle, l'Iran est parfois décrit comme un État « *fou* », « *non accessible à la dissuasion* », motivé par des impératifs religieux absolus plus que soucieux de pragmatisme politique. « *L'expérience a montré, cependant, que la perception de l'Iran comme un État irrationnel et non dissuadable est fausse* » (Eisenstadt, 1998, p. 17). La révolution iranienne déconcerte encore la plupart des observateurs occidentaux.

Architecte du nouveau régime que cette révolution a mis en place, l'Ayatollah Rouhollah Khomeiny – chef spirituel, philosophe et homme politique – reste l'une des grandes énigmes du XXe siècle. Ayant placé l'Iran au premier plan de la politique du Moyen-Orient et du renouveau islamique, il est vénéré, plus de vingt ans après sa mort, comme une autorité spirituelle et politique centrale dans de larges pans du monde islamique. La version de l'Islam dont il était porteur a certainement influé sur la politique étrangère de l'Iran de diverses façons et motivé ou justifié les choix du régime. Pour autant, le comportement de la République islamique doit être analysé en oubliant, s'il se peut, la guerre froide et l'islam politique révolutionnaire des années 1980 (Adib-Moghaddam, 2014).

« Fanatique », « dogmatique », « fondamentaliste », tels sont les adjectifs le plus souvent utilisés pour décrire Khomeiny, perçu comme un imam rigide, zélateur d'une tradition religieuse hermétiquement scellée. L'analyse de ses tracts politiques, écrits théologiques et déclarations publiques sous forme de discours et *fatwas*, dévoile une idéologie politique militante parfois contradictoire, qui fait fond non pas tant sur des questions de théologie que sur des griefs politiques, économiques et sociaux à l'égard du monde extérieur comme du régime du Chah. Bien qu'inscrite dans le contexte des développements historiques du siècle précédent, la révolution iranienne n'est pas le produit inévitable de la nature de l'État iranien ou de la religion en Iran, mais le fruit d'un éventail plus large de facteurs – de toute la variété et la complexité de la relation entre la religion et d'autres aspects de la société, la pensée et la culture iraniennes.

Khomeiny et son mouvement islamique s'apparentent à une forme de populisme politique du tiers-monde – un mouvement bourgeois radical mais pragmatique qui s'efforce d'entrer dans l'ère moderne plutôt que de la rejeter (Abrahamian, 1993 ; De Groot, 2007). Une grande partie de l'inspiration derrière la pensée politique de Khomeiny est façonnée par des sources occidentales : ses écrits sur le juriste islamique suprême sont influencés par les notions de roi-philosophe chez Platon, et ses vues sur le pouvoir de l'État et le centralisme sont étroitement liées à sa compréhension du marxisme-léninisme (Maartin, 2003).

Dans une série de lettres adressées à la fin de la décennie 1980 aux institutions et responsables iraniens, Khomeiny « *affirmait l'autorité de détruire une mosquée ou de suspendre* » l'observance des cinq piliers de l'Islam :

> …si les intérêts de l'État iranien l'exigent. Ce faisant, il a officialisé la suprématie de l'intérêt de l'État sur la religion et la doctrine de la Révolution. Depuis lors, l'intérêt national est le fil conducteur de la prise de décision iranienne, qu'il s'agisse de questions sociales (comme le contrôle des naissances), d'économie (investissements étrangers dans le secteur pétrolier) ou de politique étrangère et de défense (restriction dans la poursuite d'efforts pour exporter la révolution depuis le début des années 1990). Ce raisonnement a des implications pour l'affirmation de Téhéran selon laquelle l'Islam l'empêche d'acquérir ou d'utiliser des armes nucléaires. Outre le fait que des preuves circonstancielles solides semblent contredire cette affirmation […], l'expérience montre que le processus décisionnel iranien sur des questions politiques critiques est généralement fondé sur la raison d'État, et non sur une doctrine ou une idéologie religieuse. (Eisenstadt, 1999, pp.132-137 ; Eisenstadt, 2004, pp. 13-31)

La grande stratégie de l'Iran reflète sa situation géostratégique, ses ressources, son histoire, son expérience militaire, ses systèmes de croyances, ses convictions politiques et les contraintes systémiques. Ces facteurs influent sur la façon dont le pays perçoit et promeut ses intérêts et valeurs et, avec le temps, façonnent sa « *personnalité stratégique* » (Ziemke, 2001). La formulation de la grande stratégie n'est toutefois pas un processus rationnel et systémique, mais un processus hautement politique à partir duquel la stratégie nationale émerge après des compromis et de longues négociations. Les termes de base de la grande stratégie reflètent l'enchevêtrement des réalités politiques, sociales, économiques et militaires ainsi que des images hautement émotionnelles de l'identité et de la raison d'être de l'Iran dans le monde. Elle est autant le produit que le reflet de l'identité commune qu'elle tente, à son tour, de façonner. La grande stratégie représente « *une chaîne de fins-moyens politico-militaires, la théorie d'un État sur la meilleure façon de 'produire' la sécurité pour lui-même* » (Posen, 1984, p. 7). Elle englobe les décisions d'un État sur sa sécurité globale en temps de guerre et de paix.

> La grande stratégie consiste à déterminer les intérêts vitaux d'un État – ceux suffisamment importants pour qu'on accepte de se battre pour les défendre – et son rôle dans le monde. De cette détermination découlent ses alliances, ses engagements militaires à l'étranger, sa conception des enjeux de l'ordre international dominant, ainsi que la taille et la structure de ses forces armées. (Layne & Thayer, 2008, p. x.)

Si « *la grande stratégie implique, de la part d'une entité politique, une certaine volonté et capacité de penser l'avenir pour ce qui est de ses objectifs* » (Layne & Thayer, 2008, p. x.), les dirigeants se réfèrent également au passé : ils évoquent les sites historiques et les fondements lointains de leur autorité comme autant de symboles de nature à renforcer les systèmes de croyances qui confèrent à la nation son identité. En d'autres termes, les images faisant autorité « *sont utilisées pour valider et formaliser le pouvoir* » car le fait de

s'enraciner dans une lignée et une ascendance renforce sa légitimité (Franck, 1990, p. 112). Il faut donc s'attendre à ce que l'action des décideurs politiques soit guidée et se justifie par des éléments symboliques fondamentaux de l'identité collective.

L'Iran, dix-septième plus grand pays du monde en termes de superficie, est bordé au nord par la mer Caspienne, au sud par le golfe Persique et par sept pays différents. Riche en pétrole et en gaz, il a une population de quatre-vingts millions d'habitants, dotés d'une culture ancienne et d'une identité collective forte. Avant la révolution islamique, qui fait à cet égard figure d'exception, aucune rupture majeure (si ce n'est l'insurrection qui en 1906 impose une Constitution à la monarchie) n'a affecté sa tradition politique sur le long terme. Son environnement de sécurité, en revanche, s'avère plus tumultueux. L'Iran du XIXe siècle finissant a fait les frais de la rivalité anglo-russe : l'Empire Qadjar voit son territoire rogné sur plusieurs fronts. La modernisation qui suit sa rencontre avec l'Occident, ses techniques, ses capitaux et ses idées, « *va de pair avec son affaiblissement croissant* » (Kaval, 2012). Plus près de nous, la fin du XXe siècle l'affecte directement ou indirectement par nombre d'événements importants – la guerre Irak-Iran (1980-1988), la fin de la guerre froide, l'intervention américaine en Afghanistan (octobre 2001) et l'occupation de l'Irak (mars 2003). À chaque fois, plus qu'une rupture, la stratégie iranienne a connu des « *ajustements* » qui la voient osciller entre des options « *défensive* », « *adaptative* » ou « *expansionniste* » (Johnston, 1995, pp. 112-114).

L'Iran est un adepte de la *Realpolitik*, même si parfois les objectifs d'exportation de la révolution se confondent avec l'impératif de défense du régime et des intérêts nationaux. Les principes fondamentaux de la stratégie iranienne sont évidents dans la politique étrangère des présidents et dirigeants iraniens successifs, qu'ils soient réformateurs ou conservateurs. En dépit des multiples contraintes, le pays a construit des capacités militaires significatives intégrées dans une vision stratégique astucieuse et complexe qui lui a permis de conforter son statut de « pivot géopolitique » et de rester un acteur géostratégique de premier plan.

La notion d'ajustement stratégique – défini comme processus d'expansion ou de contraction des « *engagements et capacités stratégiques* » (Dueck, 2006, p.12) – et la « *théorie du cycle de la puissance* » offrent un cadre heuristique fructueux pour appréhender la stratégie iranienne dans une perspective historique.

La théorie du « cycle de puissance et de rôle »

La théorie du « *cycle de puissance et de rôle* » proposée par Charles Doran, et son opérationnalisation comme « *cycle de capacité relative* » offre une représentation de l'équilibre changeant des forces mondiales et des tendances historiques qui l'affectent. Elle dépeint la puissance relative d'un État comparée à celle des autres États de son système. Selon ses termes, « *les États suivent une trajectoire cyclique de croissance, de maturation et de déclin qui découle principalement de taux inégaux de développement économique interne* ». Le cycle retrace l'évolution des performances et de la taille d'un État par rapport aux autres principaux États sur de longues périodes, et par conséquent, dans le sens le plus large (le plus simple), son ascension et son déclin en tant que grande puissance. La puissance est calculée pour chaque État sur la base de la population, du PIB, du PIB par habitant, de la consommation d'énergie, des dépenses militaires et de la taille de l'armée. Le « cycle de la puissance » est, par essence, le développement de l'État en tant qu'acteur politique international majeur impliquant une variété de rôles de leadership. Cela dépend à la fois des capacités actualisées et des capacités latentes qui sont nécessaires pour soutenir la croissance à long terme de sa puissance et de son rôle.

Charles F. Doran, *Systems in Crisis: New Imperatives of High Politics at Century's End*, New York, Cambridge University Press, 2008.

La politique de sécurité et de défense nationales de l'Iran est le produit de priorités se chevauchant et parfois concurrentes : celles qui découlent de l'idéologie et de la perception de menaces sur le régime, le pays et ses intérêts nationaux de long terme. Pour comprendre ce que veut l'Iran, il faut avoir une idée de la structure sociale du système international dont il fait partie, car les États sont ancrés dans des réseaux d'interactions transnationales qui façonnent leurs perceptions et préférences. L'expérience historique de l'Iran est tout aussi cruciale pour comprendre les changements et les processus-clés de la politique iranienne contemporaine en matière de relations extérieures : cette expérience éclaire les postures combinant affrontement et coopération, étonnantes aux yeux de beaucoup d'observateurs non avertis, qui semblent caractériser cette politique. La question traitée ici est de savoir quelles en sont les implications militaires.

Comment évolue la doctrine? Quelles sont les forces et processus qui conduisent l'armée à repenser sa façon de se battre ? Théoriquement, le projet politique d'un État définit les termes de référence de sa stratégie militaire qui, à son tour, dicte le type de ses doctrines militaires. En définissant une grande stratégie, une nation se dote d'un cadre pour le développement d'une doctrine militaire – la « *composante de la grande stratégie qui aborde explicitement les moyens militaires* ». Deux questions sont cruciales dans toute discussion sur l'outil militaire : quels moyens doivent être utilisés et comment doivent-ils être employés ? (Posen, 1984, pp. 13-15). La doctrine militaire de l'Iran est une combinaison de guerre régulière, irrégulière et asymétrique. Son équipement militaire reflète cette doctrine.

Les leçons tirées de la guerre Iran-Irak rendent compte d'éléments importants de la doctrine militaire iranienne : ces leçons continuent de façonner les engagements militaires de l'Iran. Gravé dans l'imaginaire collectif des Iraniens, ce conflit reste central pour comprendre la géopolitique du Moyen-Orient, la méfiance profondément enracinée entre sunnites et chiites et l'obsession iranienne pour l'énergie nucléaire. La mémoire collective garde le souvenir d'une guerre que l'Iran a menée sans alliés. Le sentiment d'isolement et d'abandon a été renforcé par l'indifférence manifestée par la communauté internationale devant l'utilisation par l'Irak d'armes chimiques – expérience qui a laissé de profondes séquelles dans la psyché nationale iranienne.

D'autres expériences – l'occupation américaine de l'Irak en 2003, la guerre entre Israël et le Hezbollah en 2006 et le conflit entre les mouvements palestiniens et Israël – ont également fourni des enseignements qui guident l'idéologie politique et la stratégie du pays. Dans le cadre de ses politiques étrangère et de défense relativement militantes, l'Iran a généralement cherché à minimiser les risques en évitant la confrontation directe et en agissant par procuration ou de manière furtive afin de préserver des possibilités de déni et de créer une ambiguïté sur ses intentions.

La doctrine militaire iranienne connaît une évolution continue. Son « style de guerre », un indicateur de la capacité à s'engager dans un calcul rationnel, privilégie les approches indirectes, se focalise sur l'utilisation de *proxies* et évite les opérations pouvant entraîner une guerre à grande échelle (Bucala & Kagan, 2016). Il résulte d'une aptitude à évaluer avec précision l'équilibre des forces et à identifier et contourner les « lignes rouges » de ses adversaires. La doctrine met l'accent sur la mise à profit de la géographie, la profondeur stratégique et l'acceptation par avance de pertes fortes possibles comme moyens d'affronter des adversaires technologiquement plus avancés tels que les États-Unis et Israël[1].

L'arsenal de missiles du Hezbollah, l'engagement en Syrie et le soutien à Hamas, aux Houthis, etc., font partie d'un plan plus global. L'idée structurante de ces efforts consistant à « *tuer un ennemi avec une épée d'emprunt* » est de mettre de toute part les ennemis de l'Iran sous la menace de missiles. Concrètement, Téhéran apporte une aide aux factions armées et gouvernements alliés, leur fournissant soutien financier, logistique, formation, armes, etc., y compris des systèmes de missiles de plus en plus précis permettant à l'Iran de projeter sa puissance. Ses activités militaires au cours de la dernière année en Syrie marquent une transformation significative de son approche dans la conduite d'opérations à l'étranger. Tout en continuant à renforcer ses capacités conventionnelles, la doctrine militaire iranienne est aujourd'hui centrée sur la « guerre asymétrique » (Seliktar & Rezaei, 2020).

La représentation d'une culture stratégique comme homogène et cohérente peut toutefois éclipser des influences cruciales et s'avérer un obstacle à la compréhension d'une action ou d'une politique. Les processus nationaux d'affirmation de l'identité mettent l'accent sur deux idées principales : l'inclusion et l'exclusion. Dans *Sources of the Self : The Making of the Modern Identity* (1989), Charles Taylor insiste sur l'importance des politiques d'affrontement et des répertoires évolutifs de modes de règlement des litiges dans la formation des identités que les groupes font leurs à l'appui de leurs revendications collectives. En Iran, le rôle joué par l'ethnicité dans les efforts de l'État pour forger une identité nationale uniforme est historiquement limité. Les Iraniens sont une communauté

[1] Un « *modèle de guerre* » national fait référence à la façon dont un État mène la guerre et découle de la culture stratégique. Isabel Hull, par exemple, soutient que les routines et les pratiques de l'armée impériale allemande, non contrôlées par des institutions civiles efficaces, ont de plus en plus cherché la destruction absolue d'ennemi comme seule garantie de sécurité de la nation. Les hypothèses et procédures de cette culture militaire typiquement allemande étaient si profondément ancrées que l'armée, dans sa volonté d'anéantir l'armée ennemie, n'a pas reculé devant la destruction totale de biens et vies civils. Poussée à l'extrême, la logique de la « *nécessité militaire* » ne trouve de réelle sécurité que dans les extrémités de la destruction, dans le « *silence des cimetières* » (Hull, 2004).

différenciée avec d'importantes divisions entrecroisées en termes de pratiques culturelles, de religions, de milieux socio-économiques, d'allégeances provinciales et ethniques et d'aspirations politiques (Farhi, 2008, pp. 15-16).

L'essence de la vie politique, culturelle et sociale iranienne est trop multiforme pour être réduite à l'idée d'une nation construite autour de la religion et/ou de noyaux ethniques. La religion, le nationalisme, l'ethnicité, l'économie et la géopolitique sont tous importants pour expliquer les objectifs et les tactiques de l'Iran dans ses relations avec le monde extérieur, tout comme les agendas des principales institutions de sécurité et les ambitions des dirigeants iraniens. Cela pour dire que l'étude de la personnalité stratégique de l'Iran doit s'enrichir de la reconnaissance de son pluralisme politique et des divers dilemmes (et des compromis par lesquels ils sont parfois résolus) qui résultent d'interprétations différentes des valeurs, des expériences et des défis stratégiques du pays.

I. Identité et politique de sécurité

Les intérêts n'expliquent pas toujours le comportement des acteurs, étatiques ou non. D'autres facteurs influencent la formation des intérêts, notamment l'identité qui aide à comprendre « *comment les gens et les organisations définissent leur propre intérêt* ». Les intérêts nationaux « *sont construits à travers un processus d'interaction sociale* » et les États sont des acteurs sociaux opérant dans des environnements sociaux. L'identité nationale est construite comme un résultat de l'action humaine et les menaces externes sont mesurées par rapport à leur impact perçu sur les valeurs fondamentales. Les « *intérêts de sécurité sont définis par les acteurs qui répondent à des facteurs culturels* » (Katzenstein, 1996). En tant que « *pratique éminemment culturelle* », la sécurité pourrait nous apprendre beaucoup sur ce qu'un groupe particulier pense qu'il est, notamment de ses relations avec les autres (Klein, 1997, p. 362).

Les distinctions intérieur/extérieur (soi/autre, domestique/étranger) se constituent à travers l'identification d'une menace. Dans chaque société, les dangers existants sont en nombre infini. « *Il y a une telle abondance de risques qu'il est impossible de savoir objectivement tout ce qui nous menace* » (Campbell, 1998, p. 2). Cela signifie que toute politique de sécurité adoptée pour parer à un ou des dangers doit nécessairement être associée à une interprétation, ce qui implique qu'il n'y a pas d'autre moyen de percevoir quelque chose ou quelqu'un comme dangereux que de l'interpréter comme tel dans le domaine discursif qui lui donne sens. Les États ne sont jamais des entités achevées une fois pour toutes et le discours sur le danger devient ainsi une condition de l'existence de l'État. En tant que « *pratique de sécurité importante* », la politique étrangère contribue « *au travers de la représentation de l'Autre* » à « *produire et reproduire l'identité politique* ». Ainsi, par ses interprétations du danger, l'État façonne l'identité, qui est « *écrite et réécrite par le biais de politiques étrangères opérant en son nom* » (*Ibid.*, pp. ix-x).

Loin d'être neutres, les discours de sécurité contribuent à la construction des identités politiques, « *constituées dans et par les discours* » (Torfing, 1999, p. 32). Une telle construction est un processus intrinsèquement politique et dépend de discours hégémoniques et contre-hégémoniques concurrents. Les interconnexions entre langage et pouvoir dans le contexte de la politique identitaire sont évidentes. Langage, textes et communications doivent toujours être considérés dans leur contexte social ; ils influencent et sont façonnés à la fois par des processus plus larges de la société. Le discours de sécurité « *est façonné socialement, mais il est aussi façonnant ou constitutif socialement* » (Fairclough, 2010, p. 92).

Dire que les « *notions de sécurité sont fortement associées à l'identité* » signifie que « *les séries d'opposition intérieur/extérieur, État/international, ordre/anarchie reflètent les processus politiques par lesquels les États sécurisent une identité* » (Youngs, 1996, p. 27) qui est, par définition, « *difficile à saisir* » (McSweeney, 1996, p. 82). En somme :

> La sécurité est inextricablement liée à l'identité, et la politique de sécurité à la reconstruction de l'identité collective. C'est dans le processus de reproduction de l'identité collective que réside la clé de la production et de la reproduction de la sécurité et de la politique de sécurité. (McSweeney, 1999, p. 12)

La relation entre identité et intérêt n'est toutefois pas à sens unique. Les intérêts peuvent aussi façonner les identités. La formation et la transformation de l'identité collective – et les questions de sécurité associées – ne peuvent pas s'expliquer sans tenir compte du rôle des intérêts matériels (*Ibid.*, p. 167). La décision de Roosevelt, par exemple, de mettre sur pied un « *grand arsenal de la démocratie* » a créé une tension qui a façonné la politique américaine – tension entre « arsenal » et « démocratie » qui fut au cœur des débats sur l'authenticité des principes démocratiques américains (Zelizer, 2009). Il en va de même pour l'Iran où les facteurs idéaux/idéels et réalistes/matériels s'entrecroisent, se renforcent ou s'excluent selon le contexte.

Le monde ne se transforme pas n'importe comment. Il est tel que seules quelques transformations sont possibles, car il y a toujours des limites à la réalisation de l'idéal (ou l'état final recherché) dans la politique et l'histoire. Des « *actes réflexifs sur la création sociale* » sont possibles, mais « *dans le cadre de contraintes structurées* » (Lebow, 2003, p. 368) qu'il faut gérer. Khomeyni en a fait l'expérience à ses dépens durant la guerre avec l'Irak. Il a dû accepter de « *boire au calice empoisonné* » en digérant le cessez-le-feu avec l'Irak en juillet 1988. Alors que la guerre s'éternisait, le soutien populaire à la guerre a diminué. Les Iraniens étaient tellement lassés par des années de combats non concluants que de nombreux cercles religieux pensaient que la guerre est impossible à gagner. Khomeiny a pris conscience que l'Iran n'était pas – comme il aimait à le dire – « *une nation de martyrs* » et a dû renoncer à son slogan de « *guerre jusqu'à la victoire* » (Eisenstadt, 2015, p. 4).

Parce que la politique est souvent faite par des discours au travers desquels les dirigeants se placent dans le monde, il convient de tenir compte des dimensions rhétorique et instrumentale. Même si les choix politiques de l'Iran ne peuvent pas être pensés indépendamment de l'Islam, la dimension rhétorique de la religion est indiscutable. À l'instar du rôle de la promotion de la démocratie et des droits de l'homme dans la politique et le discours américains, l'Islam est tout autant un cadre directeur à la politique iranienne que le moyen de motiver et justifier des politiques et des choix particuliers. Le facteur chiite dans la politique étrangère iranienne agit conformément à la politique pragmatique du pays en établissant des relations amicales avec les pays voisins. Cela a créé la possibilité pour les dirigeants d'aligner leur politique étrangère à la fois sur l'idéologie khomeyniste et sur le pragmatisme post-Khomeiny.

La religion influe sur les objectifs de sécurité nationale de l'Iran et façonne les perceptions du régime en matière de relations internationales, ainsi que la manière dont il doit interagir avec le monde extérieur. Il en a résulté une politique étrangère « révisionniste » contestant l'ordre international établi. Particulièrement, le chiisme affecte à la fois la vision du monde et le plan d'action de l'Iran en ouvrant la voie à une politique extérieure spécifique (Hunter, 2010 ; Taremi, 2014 ; Aarabi, 2019, pp. 35-38). Si la politique américaine envers l'Iran a

pris un caractère belliqueux, c'est pour partie en raison de l'incapacité des dirigeants américains à comprendre que l'Iran est en proie à des tensions, qu'il s'efforce de réguler comme il peut, entre la foi et les fonctions économiques, diplomatiques et militaires du pouvoir étatique (Ramazani, 2001).

Contrairement à Babylone, où l'art monumental a immortalisé les réalisations de rois comme Nabuchodonosor et Hammourabi, l'art et l'architecture de Persépolis se sont concentrés non pas sur la personnalité de chaque Shah mais sur la nature de la relation entre un roi juste, son dieu et ses sujets (Ziemke, 2001, p. 50). Aujourd'hui, la Constitution iranienne peut être décrite comme la meilleure manifestation de l'idéalisme islamique en ce qui concerne la question de la politique étrangère. Dans la vision de Khomeiny, le monde est divisé en opprimés et oppresseurs et l'Islam est la réponse pour protéger les premiers des seconds. Cette vision du monde croyait en une gouvernance islamique, au chiisme révolutionnaire et au panislamisme ainsi qu'à l'hostilité envers l'impérialisme, des États-Unis en particulier.

Le problème de l'intérêt national ne peut être abordé sans une discussion des principes directeurs qui servent à le définir en matière de politique extérieure. La Constitution iranienne ne fait aucune mention du concept d' « intérêt national » de l'Iran. Seule la préservation de l' « intégrité territoriale » est citée à l'article 152 comme un devoir de l'État. Le même article décrit la défense des droits de tous les musulmans comme un objectif de la politique étrangère de l'Iran. La Constitution réserve un poids important au monde islamique dans la politique étrangère, ce qui la rapproche davantage d' « *une charte internationaliste islamique* » que d'un « *document qui définit les lignes directrices d'une politique étrangère fondée sur l'intérêt national d'un État-nation* » (Ahmadi, 2008, p. 30). L'article 152 résume l'image de soi de l'Iran comme sa perception de sa sécurité nationale, et condense les contradictions de la politique iranienne :

> La politique étrangère de la République islamique d'Iran repose sur le rejet de l'exercice ou de la soumission à toute forme de domination, la préservation de l'indépendance du pays à tous égards et de son intégrité territoriale, la défense des droits de tous les musulmans, le non-alignement par rapport aux super-puissances hégémoniques et le maintien de relations mutuellement pacifiques avec tous les États non belligérants. (*Ibid.*)

En réalité, le régime iranien filtre ses interactions avec la communauté internationale à travers trois prismes : le nationalisme, l'internationalisme et l'Islam. Dans de nombreux cas, l'Iran fait référence à l'unité islamique dans le discours de politique étrangère comme un élément de *soft power* afin d'établir avec d'autres pays musulmans un système mondial « juste ». Il en va de même pour le chiisme, dont la place dans la stratégie iranienne revêt aussi une dimension instrumentale.

L'Iran ne réserve pas son soutien aux seuls chiites. Au Moyen-Orient, parmi les nombreux groupes sunnites, l'Iran appuie l'action de ceux qui se sont alignés sur ses objectifs de politique étrangère – le Hamas et le Jihad islamique palestinien – mais non l'Organisation de Libération de la Palestine, qui ne s'y plie pas. Mieux : dans le conflit entre Bakou et

Erevan, l'Iran semble plus proche de l'Arménie (à majorité chrétienne) que de l'Azerbaïdjan (à majorité musulmane-chiite). D'autres exemples peuvent être cités pour montrer que l'Iran n'hésite pas à sacrifier ses engagements idéologiques et abandonner à leur sort des communautés chiites menacées, plutôt que de risquer de porter atteinte aux intérêts nationaux iraniens en se lançant dans des aventures étrangères. Sa réaction prudente lors du soulèvement chiite de 1991 en Irak fournit la preuve que Téhéran n'a aucun désir de s'aventurer dans des bourbiers coûteux.

Le chiisme et l'Islam s'accompagnent d'autres variables qui elles aussi façonnent la personnalité stratégique de l'Iran. Bien que le Guide suprême ait le dernier mot, y compris sur les affaires militaires, il ne prend pas ses décisions sans s'être au préalable informé de l'environnement stratégique auprès de ses conseillers. Cela signifie que les décisions des dirigeants ne sont pas motivées seulement par des considérations religieuses et tiennent compte des intérêts du pays. Par ailleurs, Khomeiny avait une vision extensive mais déformée de l'Islam. Selon la doctrine chiite traditionnelle, les ulémas ne doivent pas se mêler de politique. Très tôt, le cercle clérical autour de Khomeiny (y compris l'ayatollah Muhammad Husayn Burujirdi) s'était prononcé contre toute intervention dans les affaires temporelles (Takeyh, 2009, pp. 13-14). En 1979, Khomeiny déclara à maintes reprises que :

> Construire une société sur la base des principes de l'Islam est un choix idéologique, pas simplement religieux. L'Islam est en fait une idéologie, dans laquelle la religion représente un aspect. (Ostovar, 2016, p. 39).

Les discours sur l'identité nationale et le développement de la stratégie de sécurité de défense n'existent pas de manière isolée : ils interviennent dans le cadre d'un processus continu de (re)construction d'un dessein de développement politique, économique, social et culturel de l'Iran, processus qui s'est manifesté de manière forte dans une révolution iranienne plus tiers-mondiste qu'islamique. Le langage est toujours une dimension cruciale des changements dans les structures de pouvoir, les stratégies militaires, les idéologies, les pratiques et le leadership politiques.

Le style national crée ses propres impératifs et fixe les possibilités et les limites individuelles et institutionnelles de l'action. En Iran, comme en d'autres endroits, la construction de l'État-nation moderne est passée par le processus d'une construction sélective du passé. Dans ce processus, le passé imaginé/construit a fortement affecté le choix des dirigeants iraniens, des alliés et des ennemis, bien que les défis de sécurité et les réalités politiques aient été également pris en compte. Le lien avec un passé réel ou imaginaire, l'appel à des ancêtres authentiques ou faux, ou même la fabrication de documents et de mythes, ne sont pas des exceptions dans la politique de construction de l'identité nationale et de l'État-nation. L'Iran a régulièrement manipulé l'Histoire à travers des « rétractations » télévisées, des journaux, des manuels scolaires, etc. Ce sont autant d'efforts conçus pour renforcer la réputation du clergé en tant que champion et défenseur des opprimés face aux puissances étrangères. Ces procédés sont :

> Tous légitimés par l'historiographie dont l'agenda vise à créer un lien significatif et ininterrompu avec le passé fondateur de la nation de nature à combler le fossé entre son origine et son actualité. (Atabaki, 2009, p. 1).

La révolution iranienne ne fut pas un simple affrontement entre la modernité et la tradition, mais une tentative pour accommoder la modernité à la tradition perse, à l'identité et la culture islamiques. Le nationalisme et le fondamentalisme religieux, sous-produits de la modernité, sont nourris par un mélange d'images et de mythes de l'Iran préislamique et islamique, ainsi que d'idéologies patriarcales diffusées dans le monde entier. Les sociétés occidentales ont résolu leurs conflits religieux en instaurant des régimes de laïcité après plusieurs siècles de guerres de religions. Non seulement l'Islam n'a pas subi de processus similaire, mais l'Iran a même érigé des barrières institutionnelles empêchant ou ralentissant ce développement en établissant une théocratie islamique. Le résultat en est que le voile islamique se croise avec d'autres marqueurs d'identité dans la construction de l'État-nation et les formations modernes de citoyenneté sexuée.

Le processus décisionnel iranien est marqué par des tensions. L'accent mis sur sa politique intérieure instable et ses relations extérieures a détourné l'attention des transformations profondes qu'a connues la société iranienne. Avec la mort de l'ayatollah Khomeiny, un nouvel environnement politique national, plus dynamique, s'est ouvert, encourageant le débat intellectuel et politique entre élites et réformateurs religieux et laïcs. Trois idéologies concurrentes ont émergé de ces interactions : conservatrice, réformiste et laïque, dont les développements entraîneront des conséquences profondes sur l'avenir de la République des mollahs. Ce à quoi nous assistons en Iran aujourd'hui :

> …est le déroulement d'une contradiction qui existait déjà dans le texte de la Constitution : dans une révolution religieuse telle que la Révolution islamique iranienne, le statut et le rôle de la religion sont néanmoins définis par les institutions politiques, pas religieuses. La politique règne sur la religion. La crise de légitimité religieuse conduit à la suprématie du politique, puis à une sécularisation de fait. Il y a une tendance croissante […] à séparer la religion et la politique, cette fois pour sauver l'islam de la politique, et non pas, comme ce fut le cas dans la plupart des processus de sécularisation en Europe occidentale, pour sauver la politique de la religion. (Olivier Roy, 1999).

En Iran comme ailleurs, il existe de nombreuses versions de l'identité nationale – y compris linguistique, territoriale, ethnique et religieuse. Ce qui pourrait sembler spécifique aux luttes iraniennes autour de l'identité est la façon dont les focalisations variables « *sur ces articulations complémentaires mais souvent concurrentes du nationalisme ont transformé la politique iranienne de façon radicale* ». D'où des oscillations entre des choix difficiles : « *Si à un moment donné la langue était la principale caractéristique de l'Iranien moderne, à un autre moment, la religion est devenue le principal marqueur de l'iranisme. Et la lutte continue* ». (Kamrava, 2008, pp. 15-16).

Parallèlement, la doctrine militaire iranienne continue d'évoluer et de s'adapter avec une certaine efficacité aux transformations de la société, aux perceptions changeantes des menaces et aux développements politiques, stratégiques et militaires régionaux. Les auteurs

occidentaux ont attribué l'endurance des traditions historiques et culturelles iraniennes au « *sens de la gloire ancienne, de la fierté de l'identité* » et à « *la flexibilité et de la résilience du caractère persan* ». Une partie de cette flexibilité semble découler de la volonté historique de l'Iran d'embrasser bon nombre des méthodes des conquérants et de les acclimater ensuite au milieu culturel iranien ((Farrokh, 2011, p. 7). La doctrine militaire iranienne constitue un hybride unique de concepts militaires occidentaux (en particulier américains) couplés à des principes idéologiques, notamment le martyre et le zèle révolutionnaire (Connell, 2010).

II. La « doctrine de résistance »

Avant la Révolution, l'Iran était l'un des plus grands alliés des Occidentaux au Moyen-Orient. Sous le Shah Mohammad Reza Pahlavi, le pays s'est aligné sur le bloc occidental et a accepté de rejoindre un pacte antisoviétique parrainé par l'administration Eisenhower, qui le plaçait dans le même camp qu'Israël contre une grande partie du monde arabe. Lorsqu'il a failli perdre le pouvoir au début des années 1950, la CIA a orchestré un coup d'État contre le gouvernement démocratiquement élu de Mohammad Mossadegh. Le rôle des Américains dans ce coup d'État a influencé les relations irano-américaines depuis lors. Au cours des vingt-six années suivantes, les États-Unis ont soutenu le Shah, mais le retour de bâton était presque inévitable. La révolution iranienne a provoqué un changement qui s'est répercuté dans tout le Moyen-Orient, jetant une ombre longue et sombre sur les relations irano-américaines.

Après la révolution, il était donc évident que la prise du pouvoir politique par les chefs religieux affecterait non seulement la gouvernance interne du pays mais encore ses relations avec le monde extérieur. La révolution a transformé la société et la culture iraniennes de manière fondamentale et a redéfini la vie sociale. Elle a créé de nouvelles institutions de gouvernance, islamisé la culture, l'éducation et le système juridique en vue d'instaurer une nouvelle société qui inaugurerait le règne de la piété et de la vertu. À l'extérieur, même si les mouvements chiites de la région ont développé leur idéologie et leur *modus operandi* en fonction des contraintes de l'environnement local, la révolution a galvanisé de larges segments de la population chiite de manière plus uniforme. Tandis que les voisins du Golfe ont commencé à craindre l'exportation de la révolution, les liens avec les États-Unis se sont transformés en animosité ouverte et les relations diplomatiques avec Israël ont pris fin. Néanmoins, progressivement l'idée de réforme et de modération s'est emparée de l'imagination populaire, des élites, et donc de la conduite de sa politique étrangère.

On retrouve ici l'idée que la personnalité stratégique iranienne ne se développe pas uniquement à partir d'influences religieuses. L'islamisation a dû composer avec l'histoire et la culture préislamiques et l'héritage persan, ainsi qu'avec les réalités d'un monde interdépendant et globalisé où, en tant que pays en développement, la place de l'Iran est à la périphérie. En tant que telle, l'affirmation selon laquelle on ne sait pas si l'Iran est « *une*

nation ou une cause » (McManus, 2016) semble réductrice de la complexité de l'identité iranienne. Sans être le seul, l'Iran est un pays qui, pendant une grande partie de son histoire, a été embourbé dans un dilemme essentiel sur son identité. Le débat sur l'identité nationale n'est pas simplement un exercice académique de découverte de soi. La position des décideurs politiques dans le débat est fondamentale pour comprendre à la fois l'Iran lui-même, la place du pays dans le monde et la direction que prend la République islamique dans le système international.

La personnalité stratégique de l'Iran est façonnée, au-delà de la religion, par des variables historiques, culturelles et géographiques. Ses caractéristiques particulières – l'islam chiite et la civilisation perse – renforcent le sentiment d'une supériorité culturelle nationale. Les Iraniens sont très fiers de leur culture – l'une des plus anciennes au monde – et se sentent différents de leurs voisins, définissant leur spécificité par opposition aux peuples qui entourent le pays. À son apogée sous Darius le Grand (522-486 avant notre ère), la Perse englobait les trois grandes plaines alluviales du monde connu – la Mésopotamie, la vallée de l'Indus et la vallée du Nil ; s'étendant de la Grèce à l'Inde, elle a constitué la première grande superpuissance de l'Histoire. Cyrus « libéra » les religions et les peuples locaux que les Assyriens et Babyloniens avaient réprimés (y compris les Israélites, qu'il autorisa à retourner en Judée après les soixante ans de captivité à Babylone imposés par Nabuchodonosor) (Roux, 1993, pp. 406-412). Cette supériorité présumée, pendant iranien de l'exceptionnalisme américain, est l'une des sources du malentendu américano-iranien.

Source: Stratfor, "A U.S. Invasion of Iran Would Be a Disaster (And Not Because of Iran's Military)", *National Interest*, 11 octobre 2019 https://nationalinterest.org/blog/buzz/us-invasion-iran-would-be-disaster-and-not-because-irans-military-87316.

Les déclarations sous-entendant que le comportement de l'Iran découle des idées néoconservatrices et de l'Islam en particulier sont exagérées. Le pays agit de façon rationnelle dans le but de contenir l'influence occidentale conformément à la « doctrine de résistance » qui affirme, comme le président Hassan Rouhani en 2014 : l'Iran n'a « *aucun doute que si nous continuons à nous tenir debout, la victoire finale sera nôtre* » (Aarabi, 2019, p. 32). Sa politique étrangère consiste en des stratégies conventionnelles et de diplomatie réalistes marquées par la recherche d'un équilibre des puissances et des sphères d'influence. L'approche fondée à titre principal sur l'idéologie et/ou la religion semble subjective et les affirmations des partisans du rôle explicatif de la culture sont souvent exagérées. Sans « *nier la terrible efficacité des identités* » (Bayard, 1996, p. 101), la vigilance est de mise quant à leur version culturaliste. Trois reproches peuvent être faits au culturalisme : « *il croit qu'une culture est un corpus de représentations stables dans le temps ; il considère que ce corpus est clos sur lui-même ; il postule que ce corpus détermine une orientation politique précise* » (*Ibid.*, p. 74).

Au fur et à mesure que ses objectifs de politique étrangère changeaient, la stratégie de sécurité nationale de l'Iran est devenue plus défensive, dictant une posture militaire de défense active. Téhéran adopte une posture « gaulliste », cherchant indépendance et grandeur nationale. L'Iran semble une nation épuisée par l'embargo, les sanctions économiques, les huit années de guerre sanglante avec l'Irak et les énormes pertes humaines sur différents théâtres. C'est aussi une nation capable de grands sacrifices. Les discours concurrents des dirigeants iraniens sur l'identité nationale démontrent une politique de résistance aux forces internes et externes.

Cette « doctrine de résistance » exhorte les adhérents à rester fermes face aux menaces, à repousser leurs limites et à éviter les compromis sur des questions de principe car, dans une lutte à somme nulle, le compromis est un signe de faiblesse qui sera exploité par les ennemis. Elle postule que la victoire s'obtient en imposant des coûts élevés à l'ennemi et en le démoralisant – par une guerre psychologique, en terrorisant et en saignant son peuple et ses militaires et en lui refusant la victoire sur le champ de bataille. Afin de renforcer la capacité de dissuasion du pays, le régime a constamment et consciemment cultivé l'image d'un Iran fanatique, dont les soldats chérissent le martyre et dont la société est capable de supporter de lourdes épreuves et disposée à le faire. Les succès de la doctrine au Liban et à Gaza ont encouragé Téhéran à poursuivre une politique régionale plus ferme (Eisenstadt, 2013, 2015).

Les observateurs et les experts extérieurs sont frappés tout à la fois par ses contradictions inhérentes et par l'extraordinaire continuité de la politique iranienne au fil du temps. À chaque période, le changement de politique reflète la frustration et l'impuissance ressenties par l'Iran envers les grandes puissances qui ont dominé ce pays pendant plus de deux cents ans. Cette frustration et cette impuissance sont aggravées par les souvenirs associés au fait d'avoir été constamment envahi tout au long de l'histoire, tour à tour par les Grecs, les Arabes, les Mongols, les Turcs, les Russes et les Britanniques.

Parmi ses objectifs stratégiques figurent l'expansion de la puissance de l'Iran au Moyen-Orient et l'affaiblissement de l'influence et la présence américaines dans la région. Les

développements récents, notamment l'engagement iranien en Syrie, en Irak, au Liban, etc., confirment que Téhéran est attaché à cette ambition, a une vision et une stratégie, et fait des progrès significatifs dans cette direction. Rien qu'en Syrie, l'Iran a dépensé environ 30 milliards de dollars depuis 2011. Il a étendu sa présence militaire sur le théâtre syrien en réponse aux besoins changeants en forces du champ de bataille et a réorganisé une part importante de ses forces armées pour y maintenir des rotations de troupes de combat. Pour 2016, les estimations évoquent la présence en Syrie de 11 000 combattants chiites étrangers, de 3 000 soldats du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) et de 8 000 militants du Hezbollah (Daragahi, 2018 ; Stephens, 2019).

Le pays a appris le pragmatisme ou ce que le Guide suprême appelle la « *flexibilité héroïque* » (Geranmayeh, 2020, pp. 5-6). Ses dirigeants pratiquent une politique d'ouverture diplomatique tous azimuts sans que les différends avec les États-Unis soient résolus. Simultanément, le discours iranien met souvent en parallèle les capacités balistiques du pays et son programme nucléaire. Les deux programmes sont étroitement liés, car il est inutile pour un État de développer des armes nucléaires si les systèmes de livraison de ces armes sont hors de portée des capacités de l'État. Les armes de destruction massive (ADM) peuvent être livrées par différents moyens – allant d'options simples (par exemple, navires, camions, etc.) aux aéronefs et aux missiles. Si les missiles balistiques sont les vecteurs d'armes nucléaires préférés des grandes puissances, les missiles de croisière peuvent être un système de livraison plus réaliste pour de nombreux pays (Erickson, 2001).

L'Iran consacre une grande partie de ses ressources rares aux missiles, qui représentent le meilleur rapport qualité-prix pour les budgets de défense limités du pays. Le Guide suprême, l'Ayatollah Ali Khamenei, a décrit comme insensée toute idée que l'Iran pourrait limiter le développement de ce programme, affirmant en mai 2014 que le « *devoir principal de tous les responsables militaires* » est la production de missiles en masse[2]. Le pays pense avoir atteint ses objectifs de dissuasion. Évoquant les « *puissances impérialistes des États-Unis et du régime sioniste* », le Guide suprême a déclaré le 4 juin 2019 :

> Dans le secteur de la défense, nous avons dans une large mesure atteint la dissuasion. De là, précisément, leur insistance sur le programme de missiles et autres. Ils savent que nous avons atteint la dissuasion, que nous avons atteint la stabilité. C'est de cela qu'ils veulent priver le pays. (IISS, 2021, p. 7).

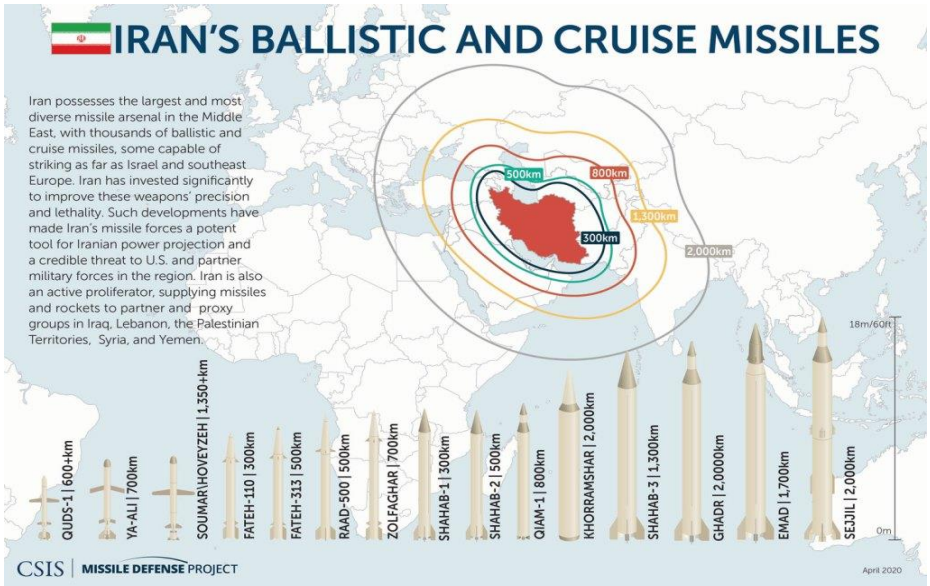
Cette déclaration et les efforts de plusieurs décennies pour développer une industrie de défense illustrent l'importance des missiles dans la « doctrine de résistance » et la stratégie militaire de l'Iran. Le pays possède aujourd'hui le plus grand nombre de missiles balistiques, de missiles de croisière, de roquettes d'artillerie et de lanceurs spatiaux de tous les pays du Moyen-Orient. Son arsenal comporte notamment des missiles balistiques à courte et moyenne portée pouvant atteindre des cibles à 2 000 km – jusqu'en Israël (voir la carte *Iran's ballistic and cruise missiles* ci-après).

Malgré le recours fréquent à des allusions et images religieuses dans les discours politique et militaire, les responsables iraniens emploient la théorie de la dissuasion telle qu'elle est

[2] "Iran's Khamenei says West's calls to limit missiles 'stupid'", *Reuters*, 11 mai 2014.

comprise en Occident. Par exemple, peu de temps après le premier lancement d'essai du missile *Shihab-3* en juillet 1998, le ministre de la Défense de l'époque, Ali Shamkhani, a expliqué que pour renforcer la capacité de dissuasion de l'Iran :

> Nous nous sommes préparés à absorber le premier coup pour qu'il nous inflige le moins de dégâts. Nous avons cependant préparé une deuxième frappe qui peut venger de manière décisive la première tout en empêchant une troisième frappe contre nous. (Rubin, 2002, p. 239).



Source : Missile Defense Project, "*Missiles of Iran*", Missile Threat, CSIS, Washington, 14 juin 2018 (dernière modification le 16 juillet 2020) : https://missilethreat.csis.org/country/iran/.

Au début des années 2000, les objectifs fondamentaux de l'Iran restaient les mêmes : sécuriser le territoire national et protéger le régime iranien. Sa doctrine reposait toujours, par défaut, sur la géographie, la ferveur idéologique et le facteur humain, selon laquelle – pour citer Khomeiny en 1982 – « *la victoire ne s'obtient pas par des épées, elle ne peut être obtenue que par le sang* […], *elle est obtenue par la force de la foi* » (Wright, 1987). Néanmoins, les phases offensive et défensive de la doctrine iranienne ont été affinées par des événements extérieurs et par l'amélioration des ressources technologiques et financières du pays. En particulier depuis 2016, Khamenei (comme d'autres dirigeants) appelait à une posture proactive et à « *augmenter nos capacités tant offensives que défensives* » pour protéger le territoire national et les intérêts iraniens à l'étranger. Les dirigeants iraniens considèrent le golfe Persique et une grande partie de l'Asie centrale comme l' « étranger proche » où la culture, l'influence et les intérêts iraniens devraient être défendus et même élargis. D'où la nécessité d'une expansion des capacités défensives/offensives « *pour que les puissances oppressives se sentent menacées* », disait-il[3].

[3] "Iran's Khamenei says need to boost offensive military capabilities", *Reuters*, 31 août 2016; "Khamenei: Iran must avoid negotiating with US, boost offensive capabilities", *Times of Israel*, 1er septembre 2016.

Plus concrètement, la stratégie américaine d'encerclement constitue pour l'Iran une violation de son espace de sécurité immédiat et une atteinte aux intérêts vitaux du régime. L'effet principal de cette présence sur la politique intérieure iranienne est aussi d'ordre psychologique. C'est un coup porté à l'image de soi de l'Iran en tant qu'hégémon régional. La politique de l'Iran à l'égard du golfe Persique doit être considérée à la lumière de son contexte historique et géopolitique. Pour Téhéran, la présence militaire américaine dans la région a mis son « *oppresseur historique* » dans son arrière-cour et présente un défi direct à sa « doctrine de résistance » à un ordre de sécurité régional et planétaire de plus en plus dominé par « *les mains impitoyables de l'arrogance mondiale* ». En effet, l'Iran utilise les expressions de « Grand Satan » (dont l'usage a diminué ces dernières années) et d' « arrogance mondiale » pour désigner les États-Unis (Fitch & Solomon, 2015).

Les Iraniens fondent leur rôle dans le golfe Persique sur leur longue histoire en tant qu'État-nation puissant, qui remonte à plus de 2 500 ans – à l'époque achéménide. Malgré son poids moyen, l'Iran reste un acteur géostratégique de premier plan. En tant que pays eurasien, il est à l'avant-garde d'un nouvel ordre régional, dans le cadre d'une transformation profonde du système mondial. Son rôle croissant en Irak, en Syrie, au Liban et au Yémen, etc., a engendré deux perceptions de l'Iran : une force impériale aux aspirations hégémoniques, pour les uns ; un allié précieux de mouvements de plus en plus puissants et dispersés, pour d'autres.

Sa quête de statut et d'influence se manifeste de diverses manières, y compris par des demandes fréquentes de réciprocité dans ses relations extérieures, en particulier avec les grandes puissances. Souvent, il insiste pour que les interactions pacifiques avec d'autres pays soient fondées sur le respect mutuel, alors qu'il a régulièrement prévenu qu'en réponse à des actes hostiles, il riposterait de manière proportionnelle. Indépendamment du régime en place, le pays croit que sa taille, sa population, son niveau d'éducation et ses ressources naturelles l'avaient destiné à devenir la nation la plus importante de la région et qu'il devrait jouer un rôle de leadership reflétant cette réalité dans les affaires régionales.

> Cependant, depuis la fin de la guerre Irak-Iran, Téhéran a progressivement réduit ses aspirations de rôle et la définition de son environnement de sécurité nationale pour englober uniquement le golfe Persique et la mer Caspienne, et non le grand Moyen-Orient. Dans cette zone, tout ordre qui soumettrait l'Iran à la domination de toute autre puissance du Moyen-Orient serait, selon la théorie du cycle de la puissance, instable en raison du rejet à long terme par l'Iran d'un tel écart entre rôle et pouvoir. (Parsi, 2008, p. 153).

De manière générale, les relations entre l'Iran et le reste du monde sont sous l'influence de divers facteurs, notamment une mémoire historique nationale marquée par la fierté d'être l'héritier d'une grande civilisation et d'un vaste empire perse; l'image de soi de « défenseur de tous les opprimés » et des musulmans; les besoins géostratégiques et géoéconomiques ; un système politique particulier ; des vulnérabilités internes et externes ; la centralité des ressources pétrolières ; l'implication et l'influence d'acteurs internationaux sur les pays voisins. En d'autres termes, l'évolution des politiques de sécurité de l'Iran « *est mieux comprise comme le produit des ajustements politiques nationaux (enracinés dans la culture,*

les traditions et les récits historiques communs) à l'évolution des circonstances internationales » (Lantis, 2009, p. 47). Les influences-clés sur le processus de prise de décision et la construction de la politique extérieure de l'Iran se laissent grouper en trois cercles :

- dans le premier, les expériences historiques et contemporaines – héritage d'une « grande civilisation », « solitude historique » – jouent un rôle majeur dans l'élaboration, le soutien et la promotion des idées en matière de sécurité nationale ;
- au second cercle appartiennent les facteurs matériels et structurels, tels que géographie, ressources, économie et structures politiques, qui présentent à la fois des opportunités et des contraintes en termes de sécurité nationale ;
- le dernier cercle concerne les facteurs conceptuels, affectifs et perceptifs : l'idéologie, le nationalisme, la religion, l'image de soi, et la perception d'une menace qui fait de l'Iran un pays « entouré d'ennemis ».

Le souvenir d'invasions étrangères, le renversement de Mossadegh en 1953, la guerre Irak-Iran et l'indifférence à son endroit de la communauté internationale, l'embargo, etc., poussent les Iraniens à considérer les étrangers avec suspicion et à entretenir un sentiment de victimisation (que la fierté nationale rend difficilement supportable). Face à ce qu'ils considèrent comme un Occident hostile, les Iraniens en viennent à expliquer des événements aléatoires par des théories du complot, symptôme d'une paranoïa politique dont les origines remontent à son expérience historique. Téhéran estime qu'il est érigé en croque-mitaine régional par les forces de l'arrogance mondiale – attaque inspirée par les sionistes (et soutenue par les Arabes) afin de détruire son infrastructure scientifique, militaire et industrielle. De telles perceptions affectent la prise de décision et font que « *l'artifice, la flatterie, la dissimulation et la trahison deviennent la norme de survie* » (Giles, 2003, p. 146).

Les dirigeants iraniens fondent leurs décisions sur les principes de l'opportunisme et de l'intérêt national. Ambiguïté, petites doses d'actions séquentielles (« incrémentalisme ») et patience stratégique sont des éléments-clés de la personnalité stratégique de l'Iran. Pour atteindre ses objectifs, ses dirigeants font confluer nationalisme, religion, idéologie politique et modernisation, mais savent user de modération et de pragmatisme (Gerami, 2018, p. 63). Ensemble, ces influences façonnent le système de croyances, le cadre et la mise en œuvre de la politique de sécurité nationale. Bien que sa stratégie militaire inclut des éléments de défense avancée, elle est principalement axée sur la dissuasion – dont la doctrine vise à punir un agresseur et augmenter ses coûts sans référence à la réduction des siens.

Les séquelles de la guerre avec l'Irak ont engendré une détermination du type « plus jamais ça ». L'Iran a ainsi cherché à développer ses propres industries militaires, afin de réduire sa dépendance vis-à-vis des fournisseurs étrangers, de minimiser l'impact potentiel d'éventuels embargos et de créer les bases d'une armée moderne, capable d'affronter un large éventail de menaces potentielles. Le sentiment d'insécurité et l'insuffisance des ressources dont souffre l'Iran pourraient mener le pays à envisager des solutions non conventionnelles pour résoudre son « dilemme de sécurité » et ainsi compenser des

ressources comptées, son isolement stratégique relatif et sa faiblesse militaire. Les armes nucléaires sont pour l'Iran le meilleur moyen et le moins onéreux de consolider son statut de puissance régionale. Là où la reconstruction de son armée conventionnelle pourrait nécessiter des centaines de milliards de dollars, le coût d'un programme nucléaire ne se compterait qu'en dizaines de milliards. Les dépenses militaires de l'Iran ont chuté de 3,0 % en 2020, pour atteindre 15,8 milliards de dollars – et de 20 % entre 2018 et 2020. Cette baisse a commencé en 2018, lorsque Washington a rétabli les sanctions économiques sur les activités nucléaires de l'Iran (SIPRI, 2021, p. 11).

III. Les facteurs de risque de prolifération nucléaire

Vu de l'extérieur, l'Iran paraît tout à fait opaque. Poursuivant une politique de puissance isolée, il veut se donner les moyens d'un changement de statut à un horizon difficile à déterminer. Tout en affichant un comportement globalement conforme aux normes et prescriptions de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le régime entretient, comme Israël, l' « ambiguïté stratégique » sur son programme nucléaire. Cette posture, pour bien l'appréhender, doit être envisagée dans son contexte géopolitique actuel.

Il existe rarement une seule explication à la décision d'une nation de se doter d'armes nucléaires. Au regard de l'histoire de la prolifération, la décision d'engager un programme nucléaire militaire repose sur un certain nombre de conditions : la perception d'une menace grave pour la sécurité du pays, l'absence de garanties de sécurité crédibles, le besoin d'affirmer l'identité nationale et disposer d'un savoir-faire ainsi que de capitaux importants. Mis à part l'accès aux matières fissiles, la capacité d'une nation de poursuivre un programme nucléaire militaire dépend bien sûr de la maîtrise de la technologie et d'un savoir-faire en la matière (Hamel, 2007). Le risque de prolifération peut se présenter dès lors que deux au moins de ces facteurs sont présents ; il peut être considéré comme très élevé dès lors que les quatre sont réunis.

L'Iran réunit ces conditions : il a déjà atteint le *point d'irréversibilité*, moment où le proliférateur « *cesse de dépendre de l'aide extérieure* » pour produire la bombe (Hendel, 2012, p.32). L'Iran veut maîtriser la totalité du cycle nucléaire. Pour Washington, le programme civil iranien n'est qu'une couverture pour accéder à une capacité nucléaire militaire[4].

[4] Il n'en va pas nécessairement ainsi. Israël ne possède même pas de programme nucléaire civil pour la production de l'électricité mais a pu développer un programme nucléaire militaire important. De la même façon, la bombe chinoise montre qu'une industrie nucléaire civile n'est pas un point de passage obligé pour acquérir l'arme nucléaire. La Chine a obtenu son arme nucléaire en 1964, vingt ans avant de s'intéresser sérieusement à la production de l'énergie nucléaire, en 1984. Le programme chinois, à l'instar des programmes britannique et israélien, a été, dès sa conception, de nature militaire et faisait partie de ce que Mao Zedong a appelé la "*campagne deux bombes et un satellite*". Cette situation présente un intérêt particulier pour appréhender le cas iranien.

Ce qui sépare l'atome civil de l'atome militaire est le degré d'enrichissement de l'uranium nécessaire. La frontière entre les deux est politique. C'est pourquoi il convient de prendre prudemment les analyses fondées sur la simple appréciation technique de type : « Je peux le faire, donc je vais le faire ». De telles appréciations sont contredites par des exemples historiques[5].

Il est difficile mais nécessaire de comprendre les raisons pour lesquelles les États cherchent à se procurer des armes de destruction massive. Le comportement des États ne peut pas être expliqué uniquement par le « dilemme de sécurité ». Comprendre la « personnalité stratégique » de chaque proliférateur potentiel semble crucial. L'étude de cas historiques fournit sur ce point des informations précieuses. Sur les 29 États qui ont cherché à se doter d'armes nucléaires depuis 1945, 18 ont volontairement abandonné leurs programmes – Norvège, Italie, Égypte, Suisse, Australie, Brésil, Argentine, Yougoslavie, Corée du Sud, Taiwan, Roumanie, Afrique de Sud, Ukraine, Biélorussie et Libye. Le programme irakien a été découvert et démantelé : ceux de l'Iran et de la Corée du Nord restent ouverts.

De nombreux facteurs ont influencé l'attitude de l'Iran à l'égard des armes nucléaires : l'inadéquation des accords de maîtrise des armements en tant qu'instruments constructifs de la politique étrangère ; l'inefficacité du régime de non-prolifération ; la capacité des armes non conventionnelles d'Israël ; les armes nucléaires du Pakistan ; le prestige et l'importance relative accordés aux nouveaux États nucléaires dans la politique internationale. La nécessité d'une stratégie pour faire face aux menaces telles qu'une confrontation militaire avec les États-Unis est le facteur le plus important. L'hostilité irano-américaine reste le principal facteur causal des activités nucléaires de l'Iran. En raison de la politique américaine, la société iranienne (même divisée sur de nombreuses questions nationales importantes) est restée unie sur la question nucléaire après la guerre américaine en Irak. Le résultat est que l'Iran s'est montré plus déterminé dans sa volonté d'acquérir un cycle nucléaire complet, ne laissant par conséquent aucun doute aux États-Unis sur son statut nucléaire (Khan, 2010).

IV. Programme nucléaire iranien : civil ou militaire ?

La continuité de la politique nucléaire iranienne entre le régime du Shah et la République islamique est la meilleure preuve que sa définition ne dépend pas de l'idéologie ou des considérations internes : les ambitions nucléaires de l'Iran ont précédé la révolution islamique. Au milieu des années 1950, le Shah rejoint le programme « Atome pour la paix »

[5] L'Égypte a refusé une proposition d'achat d'armes nucléaires sur le marché noir (Borger, 2010). Des dizaines d'États sont capables d'acquérir des armes nucléaires, mais seuls quelques-uns l'ont effectivement fait. Les conceptions des dirigeants de l'État en matière d'identité nationale comptent et les motivations extérieures n'expliquent pas à eux seules la prolifération. D'autres facteurs, comme le prestige, le type et la stabilité du régime, la situation économique, peuvent avoir autant, si ce n'est plus, d'impact dans la décision de sauter le pas et de contribuer ainsi à la prolifération nucléaire (Lavoy, 2006 ; Hymans, 2006).

initié par Washington au profit des pays intéressés par l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Le point de vue des Iraniens sur l'énergie nucléaire pacifique est influencé par deux facteurs : la nécessité d'une nouvelle politique énergétique visant à rendre les sources d'énergie plus sûres et plus fiables et la nécessité d'en rechercher de nouvelles pour réduire la dépendance à l'égard du pétrole.

Guidé par son ambition d'assurer la domination de l'Iran dans le Golfe, le Shah a lancé un vaste programme d'énergie nucléaire au milieu des années 1970, qui comprenait des plans pour développer des installations civiles de traitement du cycle du combustible. Malgré ses progrès substantiels, la Révolution islamique a brisé ce programme. La méfiance de Khomeyni à l'égard du nucléaire n'a toutefois pas empêché le régime de le relancer à petite échelle au milieu des années 1980. Après la mort de Khomeiny, en 1989, le président Ali Akbar Hashemi Rafsanjani en a secrètement étendu les doses d'enrichissement. Sous sa présidence (1989-1997), Téhéran a publiquement appelé les scientifiques iraniens à l'étranger à rentrer chez eux pour travailler sur le programme nucléaire. Il a aussi recherché activement la coopération avec Pékin, Moscou, Pyongyang et Islamabad après le refus, sous pression de Washington, des pays européens. L'administration de Rafsandjani a pour cette raison reçu le surnom de « *gouvernement nucléaire* » (Ehteshami, 2017, pp. 210-211 ; Esfandiari & Bakhash, 2017).

Les aspects techniques du programme nucléaire iranien offrent cependant peu d'éclairage sur les perspectives futures, indépendamment de l'évolution des contextes politique, économique et stratégique mondiaux et régionaux. La puissance militaire garde sa centralité dans les affaires mondiales et l'agenda de sécurité nationale de nombreux pays, tout comme les tensions géopolitiques, forcent les armées à se concentrer sur son renforcement. La présence dans le Golfe de pays riches et dépensiers en matière militaire devrait stimuler la croissance des marchés de défense. Les forces armées nationales continueront donc de façonner le système de sécurité émergent. C'est en fonction de l'appréciation globale des affaires militaires et de leurs implications stratégiques que les postures de défense nationale seraient envisagées. Quatre facteurs essentiels sont susceptibles de façonner le paysage militaire futur dans chaque région :

- les types d'armes et de systèmes d'armements déployés ;
- le rythme et les options qui président à leur modernisation ;
- la nature et l'intensité de la compétition militaire ;
- l'équilibre ou le déséquilibre de la puissance militaire dans les rivalités régionales et/ou mondiales.

Théoriquement, l'environnement de sécurité complexe du Moyen-Orient, le coût élevé des systèmes d'armements modernes, le sentiment d'insécurité et le manque de ressources conduisent les Iraniens à épouser l'option nucléaire pour résoudre leur dilemme de sécurité. Où en est-on au tournant des années 2010 ? « *Est-ce qu'ils essaient de développer une arme nucléaire ? Non* , répond le secrétaire d'État américain à la Défense, Leon Panetta

(Hechtkopf, 2012). « *Les États-Unis, leurs alliés européens et même Israël sont d'accord : Téhéran n'a pas la bombe, n'a pas décidé d'en construire une* » (Zakaria & Hosenball, 2012). Mais « *l'Iran garde ouverte l'option de développer des armes nucléaires* », prévient le directeur du renseignement national, James R. Clapper. « *Nous ne savons pas, cependant, si l'Iran décidera finalement de construire des armes nucléaires* ». Bref, l'Iran est guidé par une approche coût-bénéfice, ajoutait-il le 31 janvier 2012, devant la Commission spéciale sur le renseignement du Sénat (Zakaria, 2012).

Dans les années 1970, la plupart des pays cherchaient à accéder à l'énergie nucléaire. « *Si un pays ne prenait pas cette voie, c'était à cause d'une incapacité financière ou bien technologique* ». Poneman dans son ouvrage sur l'énergie nucléaire dans les pays en voie de développement donne quelques raisons de ce choix et de leur intérêt croissant pour le nucléaire :

> Ces pays ont voulu utiliser les réacteurs nucléaires pour augmenter leurs capacités de génération d'électricité, développer leurs capacités pour la construction d'armes nucléaires, ou simplement créer l'option de poursuivre des voies militaires ou énergétiques dans le futur en fonction des exigences de la période. (Poneman, 1982, p. 3).

Hier comme aujourd'hui, le programme de l'Iran est un mélange des deux : utiliser la technologie nucléaire au lieu du pétrole et se garder le choix de poursuivre une option militaire si le besoin se faisait sentir. Alors qu'il était président du *Majlis* (Parlement) en 1988, Rafsandjani avait noté la nécessité pour l'Iran d'acquérir des armes non conventionnelles, admettant même qu'il s'était rendu, sans succès, au Pakistan pour essayer de rencontrer Abdul Qadeer Khan, le père du programme pakistanais d'armes nucléaires (Sam, 2015 ; Farhad Rezaei, 2017, pp. 47-48). Devenu président, il a affirmé que l'expérience de la guerre avait montré le potentiel des ADM et que l'Iran avait appris que lorsque la guerre atteint un certain stade, la communauté internationale ignore les violations du droit international. Il déclare :

> Les armes non conventionnelles ont été 'décisives' dans la guerre Iran-Irak, et l'Iran devrait s'équiper pleinement à la fois dans l'utilisation offensive et défensive des armes chimiques, bactériologiques et radiologiques. (Samii, 2006, p. 77).

Alors même que son gouvernement tentait de se procurer des matières fissiles, Rafsandjani plaidait activement contre les armes nucléaires pour des raisons diplomatiques. Il a admis que les responsables iraniens considéraient les armes nucléaires comme un moyen de dissuasion dans la guerre Iran-Irak. Au milieu des années 1990 toutefois, Khamenei a émis, sans la rendre publique, une *fatwa* interdisant le développement d'armes nucléaires. En 2005, il a publiquement statué que la production, le stockage et l'utilisation de telles armes sont interdits dans l'Islam et que l'Iran ne devait pas en acquérir. Il a réitéré sa décision à plusieurs reprises (Morrow, 2012, p. 169). De nombreux responsables iraniens, tels Mohsen Rafighdoust, ont affirmé que l'Iran n'avait pas produit d'armes nucléaires en raison de la *fatwa* de Khomeiny. De son côté, Rafsandjani a laissé entendre que l'Iran s'en était abstenu parce que la menace nucléaire irakienne avait sensiblement diminué :

> Nous étions toujours en guerre et l'Irak était proche de l'enrichissement avant qu'Israël ne détruise tout [référence à l'attaque israélienne contre le réacteur Osirak]… Notre doctrine de base a toujours été une application nucléaire pacifique, mais nous gardons toujours à l'esprit que si un jour nous étions menacés et que c'était un impératif, nous devrions pouvoir emprunter l'autre chemin. (Ehteshami, 2017, p. 210 ; Karimi, 2017).

Il est intéressant de constater que Rafsandjani accordait plus d'attention dans ses déclarations aux implications stratégiques des armes nucléaires qu'à l'interdit religieux des Guides suprêmes. L'ambition nucléaire de l'Iran s'est affirmée à la suite de l'utilisation des ADM par l'Irak. Il était entendu que plus jamais l'Iran ne devait se mettre dans une telle position de vulnérabilité stratégique et que face à la superpuissance mondiale, les conventions et autres traités ne servent à rien. Les essais nucléaires indiens et pakistanais ont par la suite renforcé sa détermination, confirmée au Parlement lors d'un débat dont la conclusion fut que l'Iran ne pouvait rester derrière le Pakistan (Barzin, 2005, p. 206). La politique américaine a fait le reste après le 11 septembre 2001 en attaquant l'Irak et en appelant ouvertement au changement du régime.

Les Iraniens ont médité la Corée du Nord. Pour un État jugé « voyou », l'arme nucléaire est l'ultime assurance. Les dirigeants iraniens, même s'ils peuvent affirmer qu'ils n'ont pas de programme militaire, ont sans doute pensé que l'Iran devrait être en mesure de s'en doter. La relance du nucléaire iranien dans le passé résultait d'une analyse stratégique plus large. Actuellement encore, c'est la donne stratégique qui déterminera leurs choix. Certes, les Iraniens y pensent et le veulent, mais ils « *réclam*[ent] *d'être jugés sur les faits* » (Zecchini, 2006).

En politique intérieure, soutien et opposition à une capacité nucléaire militaire sont présents dans tout le spectre politique, à la fois parmi les conservateurs et les réformistes. Les arguments pour et contre ne sont « *jamais mutuellement exclusifs* » et aucun individu n'est systématiquement associé à un point de vue ou à un autre. Le débat public sur la question est « *un bon signe* » sur fond « *d'opportunisme politique, de désorganisation et d'absence de débat public sur les grandes questions de politique étrangère* » en Iran ces dernières années. Si Téhéran ne peut pas se permettre de développer une capacité nucléaire militaire en raison de la pression internationale et de coûts prohibitifs, les Iraniens ne sont pas disposés à abandonner l'option de la construction d'une infrastructure nucléaire civile, estimant que leur respect du TNP, prouvé par l'AIEA, dissuaderait une frappe militaire américaine (Lotfian, 2008).

Il convient de préciser que l'accession au statut de puissance nucléaire n'est pas une priorité pour le régime iranien. Compte tenu de son investissement plus ou moins modeste dans les forces conventionnelles depuis la guerre avec l'Irak, l'Iran s'en sort relativement bien et peut se satisfaire de la situation existante. Mais cela ne reste vrai qu'en l'absence d'une menace extérieure grave. Tant qu'il n'y aura pas d'armes nucléaires dans le golfe Persique, l'Iran restera l'une des plus importantes puissances militaires de la région. Les armes nucléaires auront un effet d'équilibre qui diminuera cette supériorité. Le niveau de formation et la combativité des forces armées iraniennes est plus élevé que celui des pays

voisins (Peterson, 2012). Si l'Iran parvient à trouver une solution à son déficit budgétaire et à son équipement obsolète, il pourrait rapidement devenir une puissance militaire redoutable.

Les décideurs israéliens font une lecture militaire de la situation : ils voient dans l'atome iranien la fin pure et simple de leur suprématie dans la région en temps de paix et une menace existentielle en temps de guerre. Leur possession d'armes nucléaires leur donne une plus grande latitude pour mener des opérations militaires conventionnelles. Sans corriger le déséquilibre existant entre rôle et capacité, il y a peu de chance que la paix soit instaurée au Moyen-Orient :

> Alors qu'un rôle restreint de l'Iran peut réduire les tensions entre les deux États à court terme, l'apaisement de la rivalité israélo-iranienne ne se produira pas tant qu'une modification de rôle correspondante n'aura pas lieu également à Tel Aviv. (Parsi, 2008, p. 153).

V. La méfiance stratégique entre les États-Unis et l'Iran

Si bien des choses ont changé dans le monde depuis 1979, ce n'est pas le cas des relations irano-américaines. Washington présente généralement une liste de cinq obstacles à la normalisation de ses rapports avec Téhéran : le soutien au terrorisme international, la poursuite des programmes d'ADM et de missiles balistiques, l'opposition au processus de paix, la menace que constitue l'Iran pour ses voisins et les violations des droits de l'Homme. De son coté, Téhéran exige des États-Unis la non-ingérence dans ses affaires internes, des négociations sur la base du respect mutuel, la fin des sanctions, la libération des avoirs iraniens gelés, le retrait des forces américaines du Golfe et la reconnaissance de la révolution islamique comme légitime.

En dépit d'efforts pour établir des rapports apaisés, la relation entre les deux pays demeure caractérisée par la suspicion et l'antagonisme. La chaîne des réactions négatives a neutralisé toute tentative de rapprochement et toute action régionale constructive. Des épithètes et des concepts fourre-tout tels que « terroriste », « voyou », « *evil* » et « fondamentaliste » du côté américain, « Grand Satan », « impérialiste », « arrogance mondiale » du côté iranien, ont miné toute tentative de réconciliation.

Indépendamment du régime en place, les États-Unis ont toujours refusé à l'Iran le droit d'avoir un cycle de combustible nucléaire complet. De son côté, l'Iran, animé par la volonté d'être un électron libre, a désespérément frappé à toutes les portes pour la réalisation de son programme nucléaire. L'aventure, commencée avec le Shah, s'avère longue, difficile, semée d'hésitations, de coups d'arrêt, de secrets, de tensions, avec en bout de course une crise diplomatique dont personne ne peut prédire l'issue. Le retour des États-Unis de Joe Biden à l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien (ou Plan d'action global commun : PAGC) n'est pas la voie facile imaginée, malgré les efforts d'une diplomatie européenne qui a par ailleurs montré ses limites. La position iranienne est très claire : Washington doit revenir au PAGC

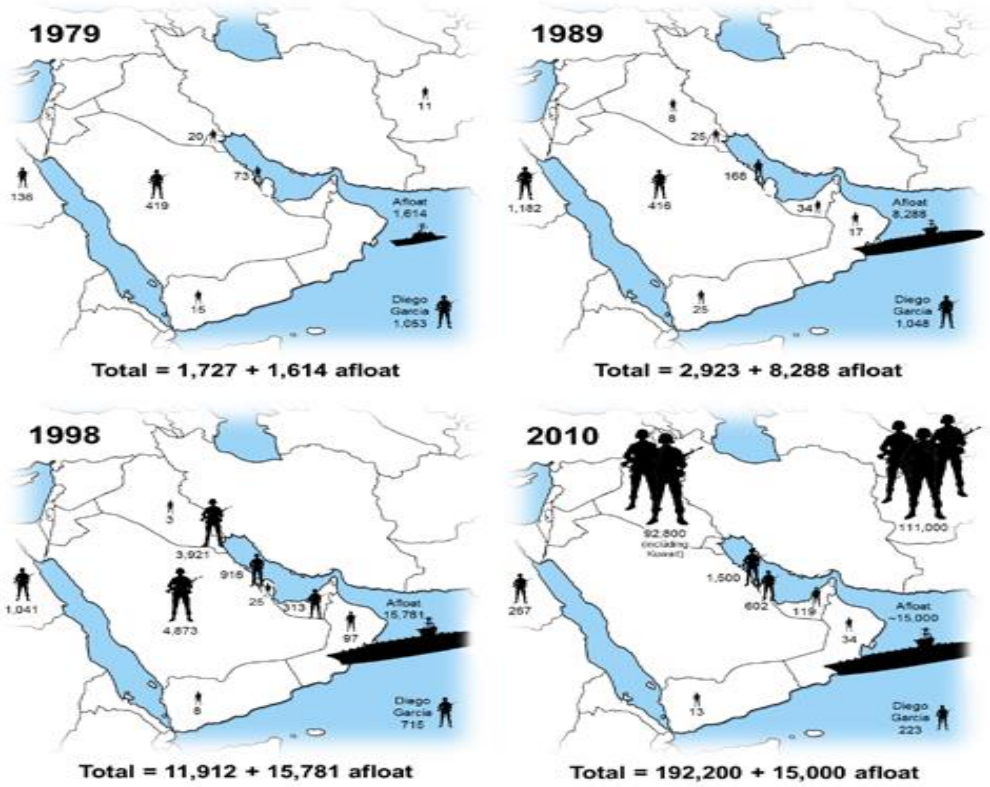
avant que de nouvelles négociations puissent avoir lieu. L'Iran n'est pas disposé à sacrifier sa réputation internationale, son autonomie et ses intérêts nationaux en échange d'un accord avec l'Amérique.

Présence militaire américaine à l'étranger, 2019

Japon et Corée du Sud	78 000
Golfe Persique	45 000-65 000
Pays de l'OTAN	35 000
Afghanistan	12 000-13 000
Afrique	6 000-7000
Irak	6 000
Syrie	2 000
Ailleurs	2 000

Source : Thomas Gibbons-Neff & Eric Schmitt, "Despite Vow to End 'Endless Wars,' Here's Where about 200,000 Troops Remain", *New York Times*, 21 octobre 2019.

Évolution de la posture militaire américaine



Source : Mark Gunzinger & Chris Dougherty, *Outside-In : Operating from Range to Defeat Iran's Anti-Access and Area-Denial Threats*, CSBA, Washington, p.13.

Si des négociations doivent avoir lieu, leur résultat ne sera pas écrit d'avance car il ne faut pas perdre de vue que pour les Iraniens l'objectif principal des négociations reste de voir leur pays retrouver son statut de puissance régionale. C'est pourquoi les États du Golfe et Israël sont méfiants sur la question des pourparlers entre Washington et Téhéran. Soucieux d'éviter une nouvelle secousse dans la région, ils souhaitent en même temps l'échec de toute tentative de dialogue sérieuse entre l'Iran et les États-Unis, dont l'entente se ferait nécessairement à leur détriment. L'Iran a l'ambition d'être un acteur important sur la scène mondiale, dont les capacités et les intentions doivent être prises en considération dans le concert des nations. De la lutte entre le Shah et Khomeiny aux tensions actuelles entre réformateurs et traditionalistes, une question centrale dans la politique intérieure iranienne a longtemps été sa place dans le monde et ses relations avec l'Occident.

Il est peu probable que l'Iran prolonge les concessions consenties au titre du PAGC (ou en accepte de nouvelles) sans des incitations significatives en termes d'allégement des sanctions américaines. Pour Téhéran, l'expérience du PAGC a été extrêmement frustrante et le crédit (jamais très élevé) accordé aux promesses américaines a été gravement sapé par la décision du Président Trump de s'en retirer unilatéralement alors que l'Iran s'y était pleinement conformé. Le pays s'est réorienté vers la Chine et la Russie dans un contexte marqué par l'intensification des rivalités des grandes puissances (Hamel, 2014). Ces tendances semblent difficiles à inverser. Déjà, lors des négociations sur le PAGC sous la présidence Obama, l'Iran a choisi de résister malgré le risque des sanctions. Mohammad Nahavandian, chef de cabinet du Président Rohani, notait :

> Nous avons senti que nous devions résister en dépit du coût, car on nous a présenté un choix : soit résister malgré le prix à payer, soit capituler et donner le feu vert à l'Occident pour qu'il fasse pression sur nous sur d'autres questions. (Parsi, 2017, p. 187).

L'accord avec la Chine – en vertu duquel Pékin investira environ 400 milliards de dollars dans l'économie et les infrastructures iraniennes – rendra l'Iran plus intransigeant dans ses rapports avec les États-Unis (Fassihi & Myers, 2021). Téhéran poursuit un objectif géopolitique d'envergure: rompre son isolement et devenir moteur dans l'opposition à la présence américaine au Moyen-Orient. Déjà allié de la Russie et engagé dans une coopération avec la Chine, l'Iran joue la carte de la fraternité islamique contre l'omniprésence américaine. La perception de la menace commune constitue un axe central de convergence des intérêts de sécurité sino-irano-russe. Les trois pays considèrent leur identité, leur sécurité et leur stabilité respectives comme des points focaux menacés par un ordre international que domine l'Occident. Il est probable que, face aux menaces communes – sanctions et terrorisme –, cette relation se développera davantage.

Réalisation majeure de l'administration Obama, le PAGC était une étape cruciale dans le rapprochement entre les deux pays. C'était un arrangement imparfait, n'impliquant pas un rapprochement général. L'accord n'a pas modifié la position anti-américaine de l'Iran ni

assoupli sa politique régionale[6] tandis que Washington n'a pas rouvert l'ambassade américaine à Téhéran, et les sanctions, ne relevant pas du PAGC, sont restées en vigueur. La politique des deux capitales, enfermées dans une « *guerre crépusculaire* » (Crist, 2013), est restée une politique d'affrontement car l'hostilité américano-iranienne trouve en partie ses racines dans les visions opposées de l'avenir du Moyen-Orient. La stratégie iranienne apparaît ainsi comme un mélange de visées régionales et de dissuasion contre certaines menaces ; le tout associé à une tentative de créer un système coopératif d'alliances.

L'identité nationale de l'Iran est profondément liée à sa propre perception historique en tant que puissance régionale dominante dans le Golfe, l'Asie centrale et le Caucase du Sud. L'Iran veut installer un ordre régional alternatif à l'hégémonie américaine et a habilement géré son expansion stratégique et ses ambitions extraterritoriales. Il préconise pour la région un système de sécurité collective dans lequel les problèmes de sécurité seraient réglés localement sans ingérence étrangère. Après la fin de la guerre avec l'Irak, les principaux objectifs de la doctrine iranienne étaient défensifs: protéger le territoire iranien et la pratique de l'islam sur son territoire. Depuis les années 1990, l'effort à long terme de l'Iran pour préserver son influence dans sa région visait à mettre fin à ce qu'il considérait comme la menace la plus urgente : la présence américaine dans le golfe Persique. Le pays s'efforce d'être un leader dans le monde islamique et une puissance dominante dans le Golfe.

C'est ce dernier objectif qui met l'Iran en conflit avec les États-Unis. Du point de vue iranien, le régionalisme stratégique, l'élargissement et l'approfondissement des interactions avec les États voisins sous forme de coalitions et/ou partenariats politiques, économiques et sécuritaires offriraient à l'Iran des opportunités pour jouer son rôle économique, politique et militaire dans la région, de prévenir de nouvelles menaces sur sa sécurité et d'accroître son pouvoir de négociation dans ses relations avec les grandes puissances. Bien que la politique intérieure iranienne ne soit pas seule dans ce cas, l'existence de nombreux centres décisionnels dans les domaines politique, économique et militaire est un autre problème qui ajoute de la confusion dans le secteur de la politique étrangère et de défense.

Le système politique iranien est unique, se caractérisant par des structures parallèles qui se neutralisent et qui paralysent la diplomatie iranienne. C'est un système composé d'institutions à la fois étatiques classiques et révolutionnaires: Président et Guide suprême ; Majlis (Parlement) et Conseil des Gardiens ; pouvoir judiciaire et tribunaux administratifs spéciaux ; Armée régulière et Corps des Gardiens de la Révolution. Les décisions des premiers sont souvent contrebalancées et parfois minées par l'action des seconds. Cette complexité organisationnelle et l'importance des réseaux informels rendent le

[6] "*Que ce document soit ratifié ou non, nous n'abandonnerons pas nos amis régionaux : le peuple opprimé de Palestine, le peuple opprimé du Yémen, le peuple et le gouvernement de Syrie, le peuple et le gouvernement d'Irak, le peuple opprimé de Bahreïn et les sincères moudjahidines de la Résistance au Liban* [Hezbollah] *et en Palestine* [Hamas et Jihad islamique]. C*es peuples auront toujours notre soutien*", Ayatollah Ali Khamenei, *Second sermon lors des prières de l'Eid ul-Fitr*, Téhéran, 18 juillet 2015 : *cf.* http://english.khamenei.ir/news/2102/Leader-s-sermons-at-Eid-ul-Fitr-prayers

fonctionnement du régime souvent opaque, ce qui rend particulièrement difficile pour les étrangers de comprendre ce qui s'y passe. En d'autres termes :

> L'intense lutte des factions qui en est venue à caractériser pratiquement tous les aspects de la vie dans l'Iran contemporain a ses racines dans la proposition ambitieuse avancée à la naissance de la République islamique il y a deux décennies – que ce soit à la fois un État islamique dirigé par des religieux et une république gouvernée par le consentement populaire. L'incapacité à résoudre cette tension de manière durable et profonde a gravement affaibli la cohésion de la classe cléricale, sapé la légitimité du système islamique et laissé l'État de plus en plus paralysé face à des pressions internes croissantes. (Abdo, 2001).

Tandis que l'Iran est prisonnier des contradictions de sa propre Constitution, les États-Unis cherchent à consolider leur domination sur une région névralgique. Après avoir complété son encerclement, Washington s'efforce d'endiguer l'influence de l'Iran hors de ses frontières, travaillant à son isolement politique et diplomatique. L'administration Trump avait envisagé une « *Alliance stratégique pour le Moyen-Orient* », annoncée pour la première fois en 2017 et composée des États du Conseil de coopération du Golfe (CCG), de l'Égypte, de la Jordanie et du Maroc. Les différends à l'intérieur du CCG et d'autres facteurs ont fait obstacle à sa réussite. (Blanche, 2017, p. 15).

Aujourd'hui, Américains et Iraniens sont en mesure de se dissuader mutuellement, ce qui leur offre une base de négociation. Washington espère la coopération de l'Iran sur de nombreux dossiers régionaux. Seulement, les Iraniens œuvrent pour pousser Washington à revoir, dans leur intérêt, l'ensemble de la stratégie régionale des États-Unis dans le Golfe. En revanche, les Américains tiennent l'Iran par le dossier nucléaire (Porter, 2014).

VI. Grand marchandage *versus* option militaire

Les comportements régionaux de l'Iran s'inscrivent dans le cadre d'un confinement régional et d'un régionalisme coopératif : un multilatéralisme régional façonné par la confrontation dans le cadre de sa position révolutionnaire et anti-occidentale, ainsi que par ses stratégies de non-alignement et ses politiques d'intimidation des voisins du Golfe, du Caucase du Sud et de l'Asie centrale. L'un des principaux objectifs iraniens est d'empêcher les États voisins de s'aligner sur les mesures américaines d'isolement ou de pression à l'encontre de l'Iran destinées à obliger Téhéran à changer de politique. Idéalement, l'Iran souhaite que les gouvernements voisins suspendent l'accès dont les forces militaires américaines bénéficient aux territoires, à l'espace aérien et à des installations militaires de la région qui pourraient être utilisés pour attaquer l'Iran. De manière globale, cinq facteurs clés façonnent la stratégie militaire iranienne :

> (1) la méfiance historique et l'affrontement continu avec les États-Unis, qui maintiennent les options de changement de régime et de la guerre sur la table. Pour les

dirigeants iraniens, la présence militaire américaine dans et autour du golfe Persique reflète l'intention d'intimider ou d'attaquer l'Iran ;

(2) l'autosuffisance militaire qui lui permet d'assurer sa propre sécurité sans soutien étranger ;

(3) la nécessité, renforcée par des décennies de sanctions, d'optimiser ses dépenses militaires et de développer des technologies militaires nationales ;

(4) la contrainte d'adopter une stratégie de guerre asymétrique en raison du déséquilibre entre les menaces qui pèsent sur lui et les ressources dont il dispose ;

(5) la position géopolitique de l'Iran dans une région qui concentre des intérêts antagonistes et qui dicte sa stratégie militaire régionale de l'Iran. (Ajili & Rouhi, 2019).

De nombreuses actions de politique étrangère du régime actuel sont similaires à celles entreprises par le Shah et les dynasties iraniennes antérieures. Un autre élément de continuité est le programme nucléaire, déjà mentionné, qui a été maintenu quelle que soit la nature du régime iranien. L'intervention américaine en Irak et les développements associés aux « printemps arabes » ont donné à Téhéran une marge de manœuvre géopolitique pour façonner l'environnement régional en sa faveur. En 2006, Khamenei déclare :

> La nation iranienne […] a désormais atteint un statut si élevé que son rôle dans les équations régionales est tout à fait décisif. C'est quelque chose que les puissances arrogantes du monde admettent elles-mêmes, qui reconnaissent que les problèmes importants de la région du Moyen-Orient ne peuvent pas être résolus sans la coopération et la contribution de l'Iran, et que les vues de la nation iranienne sur ces questions doivent être entendues et prises en considération. (Sadjadpour, 2009, p. 22).

Le gouvernement iranien se trouve dans une situation plutôt avantageuse, car il peut choisir entre deux options : négocier au prix fort la fin de ses activités nucléaires ou poursuivre son programme nucléaire avec assez peu de craintes quant à d'éventuelles sanctions. La politique de la « *pression maximale* » de Trump a montré ses limites. L'environnement international peut pousser la politique iranienne vers la modération ou la radicalisation en fonction des types de politiques que l'Occident adopte. Sous Trump, le langage de la confrontation a encouragé l'Iran à durcir ses positions sur de nombreuses questions, y compris nucléaire. La perspective inverse d'un vaste marchandage pourrait inverser le rapport de forces en faveur des États-Unis. Mais cela suppose de résoudre le conflit israélo-palestinien et d'autres questions régionales afin de marginaliser le régime. Les dynamiques régionales au Moyen-Orient sont si interdépendantes que les problèmes de sécurité régionale ne peuvent pas être raisonnablement analysés ou résolus séparément les uns des autres.

Un tel marchandage exigerait d'inclure la question du nucléaire israélien, indissociable du dossier nucléaire iranien. La solution ne pourrait être qu'une zone exempte d'armes nucléaires, dont les frontières resteraient à définir. L'Iran pourrait, s'il obtient des contreparties, jouer un rôle constructif dans tous les domaines faisant partie des préoccupations internationales. Mais dénoncer le programme iranien en maintenant le silence sur les stocks nucléaires d'Israël ne crée pas un environnement de coopération,

pourtant devenu très urgent dans une région instable. Non seulement la politique israélienne d'ambigüité stratégique n'est plus tenable, mais Israël ne peut pas prétendre être un État responsable en matière de non-prolifération. La révélation de documents officiels selon lesquels Tel-Aviv avait proposé la vente de huit têtes nucléaires (et une coopération militaire renforcée) à l'Afrique de Sud sous l'Apartheid (McGreal, 2010 ; Landler, 2010) constitue une preuve qu'Israël est une puissance nucléaire irresponsable à cet égard. Comme l'explique Kostrrewa-Zorba Grzegorz :

> Depuis 1968, les États-Unis ont pris grand soin de protéger Israël des pressions du régime de non-prolifération défini par le TNP [Traité de non-prolifération des armes nucléaires], et de protéger le régime de non-prolifération lui-même de l'impact du cas israélien, qui a failli le désintégrer. Vingt-cinq ans après la signature du traité, l'exemption d'Israël est devenue la principale source de controverse internationale avant et pendant la conférence de l'extension du traité à New York […]. Le prix à payer a été la prolongation indéfinie du TNP […] sans amélioration, sans pression sur l'Inde, le Pakistan, le Brésil et l'Argentine visant à les faire rejoindre le TNP. (Barzin, 2005, p. 37)

On annonce depuis des décennies que Téhéran possédera la bombe dans cinq ans, sans que l'on soit capable de présenter la preuve de l'existence d'un programme nucléaire militaire. Cet aspect constitue la ligne de force de l'Iran qui ne cesse de souligner sa volonté de coopérer avec l'AIEA. Dans les conditions actuelles, le but, au minimum, est de s'assurer que l'Iran respecte le système de garanties renforcé prévu dans le protocole additionnel et de réfléchir à la mise en place de mesures de confiance. Le recours à la force pourrait se révéler contreproductif. Bien qu'il soit populaire en Israël de tenter un autre raid de type Osirak contre les installations connues de l'Iran, les perspectives opérationnelles de succès sont minces. Dans le cas de l'attaque du réacteur Osirak le 7 juin 1981, des documents américains récemment déclassifiés suggèrent que les ambitions nucléaires de l'Irak avaient été secrètement contenues par les Européens. À l'époque, l'attaque avait plutôt encouragé chez Saddam la quête d'ADM (Daragahi, 2021). Une attaque militaire contre l'Iran aurait pour conséquence son retrait immédiat du TNP et nul ne pourrait alors l'empêcher de développer un programme militaire en toute légalité.

Durant une grande partie du siècle dernier, l'armée américaine a recherché des solutions technologiques aux problèmes complexes de la guerre. Alors que le rythme des progrès technoscientifiques s'accélérait depuis la seconde moitié du XXe siècle, des gadgets toujours plus sophistiqués et leurs prétendus avantages sur le champ de bataille devinrent les principaux objets de la stratégie de développement des forces américaines. Cet effort visant à substituer la « magie » technique au sang américain a rencontré un succès suffisant pour que, dans une large mesure, la technologie soit désormais la monnaie préférée du Pentagone (Hamel, 2021). On peut tirer deux conclusions clés sur l'usage de la force :

- si le recours à la force brute connaît souvent l'échec dans le monde d'aujourd'hui, c'est davantage en raison de sa mauvaise application par les États que des déficiences inhérentes à cet instrument lui-même ;

- pour les États, les chances de réussite dans le maniement de la force brute se sont amenuisées car si le recours à la force d'un État peut servir de solution militaire locale transitoire à court terme, elle ne peut pas à elle seule fournir une solution stratégique mondiale à long terme ou servir de remède aux problèmes de sécurité humaine. (Mandel, 2015).

Confrontés à des événements fâcheux, les États-Unis se sont souvent tournés vers l'armée pour renforcer leur diplomatie (et d'autres moyens, par exemple économiques) afin de réaliser leurs objectifs de politique étrangère. En dépit de leur statut de superpuissance, leurs efforts pour contraindre d'autres États ont échoué aussi souvent qu'ils ont réussi. Au cours des prochaines décennies, l'Amérique sera confrontée à des États plus créatifs, prêts à défier leurs intérêts et capables de tirer parti des erreurs et vulnérabilités de Washington.

Correctement utilisé, le recours démonstratif aux forces militaires peut faire gagner du temps à la diplomatie, stabiliser une crise et aider un président à résister aux pressions en faveur d'une action précipitée. Les forces armées ont en effet des qualités intrinsèques qui permettent aux États de les utiliser comme des outils de la diplomatie. À long terme, pour autant, de tels usages de la force armée ne sont pas souvent associés à des résultats positifs. Les décideurs ne doivent pas s'attendre à ce que la force puisse durablement servir de substitut à des politiques plus larges, mettant en œuvre tous les instruments non militaires à leur disposition.

La perspective d'un Iran militairement nucléarisé semble inadmissible à la communauté internationale. Téhéran le sait et donne des assurances sur ce point. Son accès à l'arme nucléaire n'est d'une part techniquement pas possible avant quelques années et, d'autre part, il lui sera plus facile de gérer la situation avec des inspecteurs présents en Iran qu'en leur absence. Les activités nucléaires iraniennes sont sous le contrôle de l'AIEA. À partir de cet acquis non négligeable, comment progresser ? D'abord en le consolidant. L'Iran, signataire du TNP, doit le rester. La négociation coince autour des garanties objectives et l'absence de mesures de confiance. Il est donc urgent de parvenir à un accord qui satisfera toutes les parties – quand bien même un règlement durable est peu susceptible de satisfaire entièrement les parties.

Étant donné le contexte politique marqué par un large consensus national autour du dossier nucléaire, il sera difficile pour les négociateurs iraniens de renoncer au cycle complet du combustible sans des contrepoids tangibles. En d'autres termes, en échange de son renoncement au cycle du combustible, l'Iran devra montrer à sa population quelque chose de substantiel. Cela implique un marchandage global tenant compte de tous les besoins de l'Iran. En contrepartie, l'Iran serait susceptible de modifier des éléments de sa politique étrangère.

VII. La guerre Irak-Iran et la doctrine militaire iranienne

La doctrine militaire iranienne est largement façonnée par les traumatismes de la guerre Iran-Irak – l'un des conflits armés du tiers-monde les plus longs, les plus sanglants et plus coûteux du XXe siècle – qui a dominé la première décennie d'existence de la République islamique. Les racines de la guerre se trouvent dans un certain nombre de différends territoriaux, politiques et idéologiques entre les deux pays. La géopolitique fut un aspect extrêmement important de cette guerre. Le golfe Persique, l'un des endroits les plus stratégiques au monde, était objet de rivalité entre les deux superpuissances d'alors. L'Iran, État révolutionnaire, rejetait leur ingérence, tandis que l'Irak cherchait à l'exploiter en coopérant avec elles.

Du point de vue de Saddam, le chaos politique engendré par la révolution en Iran lui a fourni l'opportunité d'agir contre lui. Les conditions sociopolitiques propres à l'Irak ont rendu la croisade idéologique de Khomeiny inquiétante. Saddam espérait gagner une guerre contre l'Iran et caresser enfin le prestige d'une victoire contre les Perses. Son ambition de jouer un rôle de premier plan dans la politique arabe et du tiers-monde, mais encore son désir de contenir la révolution iranienne et de projeter la puissance de l'Irak dans la région du Golfe ont rendu la guerre inévitable. En Irak, cette guerre est connue sous le nom de *Qadisiyyat Saddam*, pour invoquer à la bataille de Qadisiyyat en 636, lorsque des forces arabes ont défait l'empire perse et ouvert la Perse aux conquêtes arabo-musulmanes. *Qadisiyyat Saddam* traduit l'idée que l'Irak avait inauguré une deuxième période de confiance en soi arabe, de puissance nationale et de domination culturelle régionale, et fait reculer de nouveau la marée de l'impérialisme culturel persan/iranien.

Alors que Saddam cherchait une victoire bon marché, l'Iran visait le renversement complet du régime baasiste et son remplacement par un régime chiite conciliant. La passion qui poussait Khomeiny dans cette guerre officiellement baptisée « guerre de défense sacrée », était sous-tendue par la conviction que l'esprit du martyr, renforcé par le nationalisme perse, pouvait tout submerger sur son passage. En conséquence, Khomeiny était peu disposé à faire la paix avec l'Irak avant une victoire totale. Pour lui, l'Iran ne devait pas reculer, quels que soient le coût de la guerre et les pertes humaines énormes qu'elle occasionnait[7].

Le gouvernement iranien a depuis lors pris soin de contrôler le discours public et la représentation culturelle de la guerre avec l'Irak. Plus de trois décennies après sa fin, les débats sur ses ramifications politiques, militaires, sociales et culturelles sont toujours très

[7] État d'esprit qui n'est pas sans rappeler celui de certains généraux britanniques durant la Première Guerre mondiale. Pendant la bataille de la Somme en juillet 1916, le général Douglas Haig, commandant du corps expéditionnaire britannique, note qu'il n'est « *pas perturbé* » par la perte de 165 000 hommes enregistrée à ce moment. Après tout, ces pertes ne représentent « *que cent vingt mille de plus qu'elles n'auraient été si nous n'avions pas attaqué* ». Elles n'étaient pas « *suffisantes pour justifier une quelconque anxiété quant à notre capacité à poursuivre l'offensive* » (Pois & Langer, 2004, p. 131)

vifs en Iran. Les souvenirs qu'elle a laissés constituent le fondement du paradigme militaire de l'Iran. À son issue, dirigeants et officiers iraniens ont commencé à prendre conscience des exigences de la guerre moderne et du besoin d'armes avancées. La guerre face à un Irak mieux équipé a en effet discrédité l'idée que la foi spirituelle et la ferveur idéologique (éléments purement humains) étaient les seuls déterminants de la puissance militaire et de la victoire. Si certains y croient encore alors que la guerre fait rage,[8] il ne faudra pas très longtemps aux chefs du CGRI et autres responsables pour reconnaître que les causes de l'échec résidaient dans le fait que l'Irak, contrairement à l'Iran, disposait d'armes lourdes et d'une technologie de pointe.

S'inspirant des leçons de ces huit ans de guerre, les Iraniens ont commencé à apprécier à leur juste valeur le professionnalisme, l'expertise technique, la rationalisation organisationnelle, une logistique efficace, l'acquisition d'armes de pointe et une formation adéquate à leur utilisation. Ils ont réalisé qu'une armée efficace a besoin d'éléments humains, organisationnels et matériels travaillant de façon synchronisée. Téhéran a par conséquent adopté une stratégie militaire asymétrique et une doctrine défensive-dissuasive fondée sur le développement des missiles balistiques à longue portée comme moyen de dissuasion et sur la défense au moyen de forces irrégulières.

Une telle approche axée sur la fortification vise à éviter la répétition des échecs de cette guerre, notamment dans la « guerre des villes » durant laquelle la population civile iranienne s'était retrouvée sans défense. La dernière campagne irakienne, de type « guerre éclair », mise au point lors du Congrès extraordinaire du parti Baas en juillet 1986, avait ouvert la voie à des frappes aériennes majeures contre des cibles économiques et civiles iraniennes. L'Iran a tenté de riposter en intensifiant ses attaques sol-sol sur Bagdad – sans grand succès. Avec la bataille d'Al Faw, en février 1986, les baasistes ont cessé de croire que l'Iran pouvait être amené à négocier et ont conclu que la seule façon de mettre fin à la guerre était d'infliger le maximum de souffrance possible au peuple iranien.

Les chefs militaires irakiens ont publiquement déclaré qu'il s'agissait d'une nouvelle ère de guerre totale, dont l'objectif était d'infliger de lourdes pertes pour démoraliser la République islamique naissante. Bien que dépassés, les Iraniens sont devenus plus déterminés que jamais à reprendre l'initiative : ainsi est née l'industrie des missiles balistiques – conséquence directe de la guerre des villes. Les Iraniens n'ont jamais oublié leur sentiment d'impuissance face à la machine militaire irakienne et leur incapacité à riposter avec des attaques à longue portée contre les villes irakiennes. L'Iran a subi plus d'un million de victimes, dont 300 000 morts. La guerre a coûté jusqu'à 645 milliards de dollars et a laissé l'économie et les infrastructures du pays en ruines (Razoux, 2015, p. 574).

Après la Révolution de 1979 et la guerre avec l'Irak, Téhéran a donc dû répondre à une demande massive d'équipements militaires, alors même que la situation s'y prêtait mal à cause des sanctions et de l'embargo. Pour aller de l'avant, le CGRI a mis l'accent sur le zèle islamique, la guerre asymétrique, la technologie et l'approvisionnement en armes. Au

[8] Tel Mohsen Reza'i, commandant des *Pasdarans*, qui déclare en 1986 : « *Nous n'avons pas besoin d'avions et de chars avancés pour la victoire. L'emploi de forces d'infanterie avec des armes légères, quatre fois plus que le nombre de troupes irakiennes, suffira à l'Iran pour vaincre l'ennemi* » (Murray & Woods, 2014, p. 81).

moment de la Révolution, l'Iran était au plus bas niveau d'autosuffisance militaire[9] et a dû se focaliser sur l'industrie militaire. Ces idées se sont en partie appuyées sur des concepts prérévolutionnaires. L'amélioration de ses capacités de défense suppose un accent mis sur la production d'équipements divers dans les domaines terrestre, maritime et aérospatial (en particulier les missiles) : elle demeure l'objectif principal des forces armées iraniennes. À cet égard et malgré les contraintes, l'Iran a réalisé d'importants progrès.

L'industrie de défense iranienne s'est développée à un point tel que l'Iran exporte aujourd'hui ses armes dans plus de 50 pays et fabrique ses propres sous-marins, avions de chasse, systèmes de défense aériens, navires de guerre et aéronefs de combat sans pilote. En dépit de ces réelles avancées industrielles militaires, il demeure à la traîne par rapport aux leaders mondiaux des technologies de défense. Malgré les déclarations officielles sur la sophistication de l'industrie de défense, ses capacités ne répondent aux besoins opérationnels des forces armées iraniennes et aux exigences de la guerre aujourd'hui (McInnis, 2017).

Il reste que des concepts tels que la « sainte défense », l'autonomie stratégique, etc., ont fait leur apparition durant ces années de guerre et ont été codifiés en tant que doctrine au début de la décennie suivante. Avec l'invasion irakienne, la défense « sacrée » du territoire iranien a fait appel aux valeurs et méthodes de guerre chiites (c'est-à-dire à la résilience poussée jusqu'au martyre) : il en résulte une consolidation de l'identité révolutionnaire islamique. Le sentiment d'échec s'en est trouvé contrebalancé et sublimé par le fait que cette guerre moderne fut la première dans laquelle l'Iran n'a pas perdu de territoire et que le nouveau régime y a survécu.

> La révolution aurait pu constituer une rupture dans la sphère socioculturelle, mais pas en termes de compréhension territoriale de l'Iran. En ce sens, le chiisme politique est devenu ironiquement un mécanisme pour confirmer plutôt que nier l'Iran. (Farhi, 2008, pp. 15-16).

Au début de la guerre, de nombreux responsables affirmaient que la foi spirituelle, l'engagement idéologique et le moral étaient les déterminants de la victoire. Plus tard, non seulement le régime des mollahs a pris conscience de l'importance de la puissance militaire en tant que fondement de la puissance nationale, mais il a commencé à reconnaître l'importance des éléments matériels et techniques. Si en apparence le nouveau gouvernement des Mollahs incarnait la rupture avec l'ancien régime, sa survie a dépendu de son aptitude à s'adapter aux défis extérieurs liés à situation géostratégique nouvelle marquée par de dures réalités géopolitiques. Après la guerre, Téhéran a progressivement réduit ses efforts pour exporter la révolution et est devenu plus réaliste.

[9] L'autosuffisance militaire comprend non seulement des plates-formes et systèmes importants tels que des avions, des missiles, les navires, etc. mais aussi tous les types d'équipements nécessaires pour mener des opérations militaires, des bottes aux tentes en passant par les systèmes radar. Hoyt (2007, p. 9) décrit cinq niveaux de production, en commençant par le niveau un, dans lequel l'État dépend entièrement des achats d'États étrangers et se termine par le niveau cinq, dans lequel l'État a une industrie militaire mature et est capable de concevoir et de produire de manière indépendante tous les systèmes d'armes.

Tout au long des années 1990, les stratèges et planificateurs militaires iraniens ont commencé à accorder plus d'attention aux principes de la guerre de manœuvre moderne (Lindemann, 2010, p. 110). Celle-ci ne vise pas à surmonter le « brouillard de la guerre » : elle l'embrasse comme la clé permettant de vaincre. En pratique, cela reviendra souvent à fixer le front de l'ennemi et à attaquer ses flancs et ses arrières. L'historien militaire B.H. Liddell Hart avait l'habitude de comparer le processus à un boxeur qui utilise un bras pour parer les coups de poing de son adversaire et attirer son attention tout en frappant avec l'autre. La guerre de manœuvre représente en effet un état d'esprit résolu à briser l'ennemi physiquement et moralement en le paralysant et en semant le doute sur ses capacités, en évitant sa force, en exploitant ses vulnérabilités et en le frappant d'une façon qui lui fera mal. Nécessitant innovation opérationnelle et tactique, son but ultime n'est pas de détruire les forces adverses mais de les rendre incapables de combattre et de réagir en tant qu'ensemble efficace et coordonné. Au lieu d'attaquer les positions de défense ennemies, les praticiens de la guerre de manœuvre les contournent, aveuglent leur centre de commandement et de contrôle et coupent leurs lignes d'approvisionnement.

En 1992, un an après la guerre du Golfe, l'Iran a officialisé l'orientation de base de sa stratégie et sa doctrine militaires et l'a codifiée dans les règlements de ses forces armées. Ces règlements ont mis l'accent sur la position militaire défensive de l'Iran et inscrit l'idéologie islamique comme principe organisateur. Si les capacités militaires du pays étaient encore en décalage avec sa doctrine, à la fin de la décennie 1990 ses forces évoluaient progressivement vers des armées professionnelles de style occidental (Ward, 2005). Un ancien analyste de la CIA, S. Ward, appelle à ne pas sous-estimer les soldats iraniens. En dépit des problèmes de commandement et d'approvisionnement, ils font preuve d'un haut niveau de bravoure et de persévérance et ont connu des succès tactiques surprenants même lorsque la victoire s'est avérée insaisissable. Ces qualités et la capacité des Iraniens d'imposer des coûts élevés à leurs ennemis en exploitant l'imposante géographie de l'Iran méritent plus d'attention (Ward, 2009).

VIII. La « défense mosaïque »

Après le renversement des Talibans en 2001 et du régime de Saddam Hussein en 2003, principale menace pour l'Iran est devenue une éventuelle invasion américaine. L'inquiétude croissante que suscite une telle éventualité a entraîné l'expansion de la capacité du pays à mener une guerre asymétrique dans laquelle une force d'invasion serait absorbée par la géographie de l'Iran, puis soumise à une guérilla, complétée par des attaques contre les intérêts de l'ennemi à l'étranger. Les éléments de base d'une telle guerre seraient la surprise, la manœuvre et la rapidité. Mais après que les États-Unis se soient enlisés dans les bourbiers irakien et afghan et que la menace d'invasion a paru s'estomper, le régime s'est focalisé sur

la menace perçue d'une révolution « douce » fomentée par Washington[10]. L'encerclement américain du pays par des bases militaires a néanmoins intensifié le sentiment d'insécurité du régime, le conduisant à réévaluer sa posture militaire régionale pour contrer un adversaire doté de capacités militaires et technologiques d'une supériorité écrasante.

À cet effet, le CGRI a développé en 2005 une doctrine militaire souple et étagée : la *défense mosaïque*. Il a dévoilé un plan de mobilisation en temps de guerre, appelé *Plan Mo'in*, aux termes duquel les éléments du *Basij* seraient intégrés dans des unités du CGRI au sein d'une structure de défense régionale. Les blindages et le soutien d'artillerie désuets des forces terrestres et leur forte dépendance à l'égard de la mobilisation des forces du CGRI ont gravement limité le potentiel de l'Iran de mener une guerre terrestre conventionnelle. Par conséquent, comme l'a noté le ministre de la Défense et de la Logistique, le général Mostafa Mohammad-Najjar, l'Iran accorde une attention particulière à « *la production d'équipements liés à la guerre asymétrique* » (Lindemann, 2010, pp. 111-112).

Pour fortifier et resserrer la ceinture de sécurité de l'Iran autour du golfe Persique et du détroit d'Ormuz, le pays a construit ces dernières années des bases navales le long de ses côtes en réponse aux efforts accrus des superpuissances, en particulier des États-Unis, d'étendre leur présence militaire dans la région. Ce faisant, l'Iran renforce sa capacité de menacer la navigation dans le détroit d'Ormuz, où transite chaque jour 20% du pétrole acheminé par voie maritime dans le monde[11]. Le recours à l'armement d'alliés régionaux représente un autre aspect de la capacité asymétrique de l'Iran. Ces alliés contrôlent des territoires à partir desquels ils peuvent lancer missiles, roquettes et drones, et aident Téhéran à étendre son influence et à projeter sa puissance avec peu de risques directs.

Dans le cadre de la défense mosaïque, le CGRI a restructuré son architecture de commandement et de contrôle en un système composé de 31 commandements distincts – un pour la ville de Téhéran et trente pour chacune des provinces iraniennes. Le principal objectif de cette restructuration a été de renforcer la cohésion des unités au niveau local et de donner aux commandants plus de latitude pour répondre aux menaces potentielles, à la fois étrangères et intérieures. Ces développements suggèrent que les commandants locaux auront plus de liberté d'action, du moins en temps de guerre. La nouvelle structure rendrait difficile pour les forces hostiles de paralyser le système de commandement et de contrôle iranien, une leçon que l'armée iranienne a apprise en analysant les opérations américaines en Irak, en Afghanistan et dans les Balkans. Un élément-clé, en effet, du plan de *Défense mosaïque* consiste à :

> Déléguer l'autorité décisionnelle jusqu'au niveau tactique, ce qui rend difficile pour les forces américaines de dégrader les nœuds de commandement et de contrôle iraniens. Les forces bassidj et autres unités irrégulières se verraient ainsi

[10] En février 2014, le commandant de la marine du CGRI, le contre-amiral Ali Fadavi, a déclaré qu'en raison de leur "*prise de conscience de la capacité de dissuasion de la République islamique d'Iran…*[*les États-Unis*] *ont annoncé qu'ils n'entreront pas dans une guerre terrestre dans les vingt prochaines années*" et *que* "*les futures guerres américaines prendront forme dans les dimensions cyber et navales*". (Eisenstadt, 2014, pp.37-38)

[11] US Energy Information Agency, "The Strait of Hormuz is the world's most important oil transit chokepoint," Washington, D.C., 20 juin 2019 : https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=39932.

> accorder une autonomie décisionnelle considérable pour défendre leurs propres villes et villages contre les unités ennemies envahissantes. (Connell, 2007, p. 5).

La « défense mosaïque » permet à l'Iran de profiter de sa profondeur stratégique et de sa vaste géographie spécifique pour mobiliser une insurrection contre l'envahisseur. Une comparaison avec l'Irak montre l'ampleur du défi. Avant son invasion le 8 mars 2003, le débat a fait rage aux États-Unis sur les ressources nécessaires pour faire la guerre. Le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, confiant dans les effets de la politique de « transformation militaire » en cours d'application, suggérait que la tâche pourrait être accomplie avec 125 000 soldats. Le commandant du CENTCOM, le général Tommy Franks, avait estimé pour sa part que la sécurisation de l'Irak nécessiterait près de 400 000 hommes (Rubin, 2006). Dans le cas de l'Iran, s'en prendre à un pays cinq fois plus grand et trois fois plus peuplé que l'Irak, avec un sentiment nationaliste très fort, serait un suicide stratégique. N'importe quelle simulation aboutit au résultat qu'une attaque serait un désastre.

L'Iran est une véritable forteresse de montagnes extrêmement difficile à conquérir, non seulement en raison de sa taille mais aussi et surtout de son relief (*Stratfor*, 2011). La plupart des centres des populations et des principales voies de communication de l'Iran sont répartis à l'intérieur du pays et bien protégés. Les frontières de l'Iran sont fortifiées par des chaînes de montagnes qui servent des barrières naturelles.

Source: "The Geopolitics of Iran: Holding the Center of a Mountain Fortress", *Stratfor*, 16 décembre 2011 : https://worldview.stratfor.com/article/geopolitics-iran-holding-center-mountain-fortress.

Presque toutes les grandes villes iraniennes sont situées dans le nord du pays et les atteindre représenterait un défi considérable. Le terrain serait difficile à traverser avec une grande force d'invasion dont les lignes d'approvisionnement étirées seraient vulnérables aux coups des forces iraniennes. Après l'invasion américaine de l'Irak en 2003, l'Iran a cherché à élever la guerre populaire au rang de quatrième volet de sa panoplie de dissuasion : la force de résistance *Basij* et le CGRI ont été entraînés pour mener une guérilla contre un envahisseur, conformément au nouveau concept défensif « mosaïque » décentralisé

(Alfoneh, 2008, 2010). À compter de *2004, les effectifs du Basij*[12] commencent à s'accroître et l'on intègre les opérations irrégulières dans la formation des unités militaires régulières.

Dans un scénario d'invasion, le Basij utiliserait les villes comme bases défensives pour attirer des attaquants technologiquement supérieurs. Lors des exercices du CGRI et du Basij, une grande partie de la formation a été menée dans un environnement urbain, ce qui suggère que l'Iran a l'intention d'attirer les forces ennemies dans des villes où elles seraient privées de mobilité et de soutien aérien rapproché. La guerre urbaine – aussi vieille que la guerre elle-même – a toujours eu ses propres règles. Les opérations urbaines modernes présentent un défi en termes de planification et constituent un cauchemar en termes de ressources, car les villes sont l'équivalent post-moderne de la jungle et des maquis montagneux – citadelles de dépossédés irréconciliables. Elles neutralisent le style de guerre américain, provoquent l'hystérie des soldats et concentrent les difficultés pour les forces armées (Hamel, 2016, pp. 65-68) : le terrain urbain ralentit la manœuvre, dégrade l'avantage technologique, gêne la localisation des combattants adverses et crée des dilemmes moraux difficiles en raison de la présence des civils. Depuis toujours, pour les planificateurs militaires « *les villes ont été considérées comme des cibles, pas des champs de bataille* » (Graham, 2009).

L'Iran entend donc se servir de l'avantage défensif que procure le terrain urbain, renforcé par des mesures de défense passive : camouflage, dissimulation et ruse. Le commandant de la 2e brigade de la 41e division Sarallah du CGRI, Seyyed Morteza Musavi, déclare :

> Compte tenu de la disparité qui existe entre nous et certains de nos ennemis en ce qui concerne les équipements militaires et les armes, nos efforts visent à remédier à ce déséquilibre en formant de petits groupes de résistance capables de mener des manœuvres extrêmement destructrices. (Lindemann, 2010, p. 111).

Le volet aérien de cette doctrine comporte deux éléments principaux : les missiles balistiques et la défense aérienne. La valeur de l'arsenal de missiles et roquettes est augmentée par l'effet d'intimidation d'une rhétorique faisant allusion aux ADM, à l'allongement de la portée et à la possibilité de cibler les bases et personnels américains dans la région, mais encore Israël, les capitales des États du golfe Persique et le trafic maritime. Les missiles balistiques de Téhéran doivent être considérés non seulement comme un moyen de dissuasion mais aussi, en termes de capacité de projection de puissance, comme des systèmes multiplicateurs de forces de frappe (Cordesman & Lin, 2015).

Envahir l'Iran par l'une de ses frontières terrestres (depuis l'ouest de l'Afghanistan semble la voie la plus plausible), comme l'ont fait les États-Unis lors de l'invasion de l'Irak, semble impensable. Mais l'abord par la côte sud, étirée sur environ 1287 kms et divisée entre le front de mer jouxtant le golfe Persique et le golfe d'Oman, ne serait pas plus facile : les Iraniens se préparent à une telle éventualité depuis des décennies. L'accent est mis sur les capacités de défense navale et aérienne pour perturber le contrôle par l'ennemi des voies d'accès par la mer et les airs. S'il abordait tout de même, l'adversaire ferait face à des forces de milice dispersées pour engager une guerre d'attrition asymétrique contre les forces d'invasion (Nadimi, 2020), mettant à profit le relief.

[12] L'Iran tentera plus tard de susciter la création de semblables milices populaires en Irak et en Syrie.

Le volet naval de la doctrine militaire compte lui aussi sur la configuration géographique du golfe Persique et du détroit d'Ormuz pour mener une guerre asymétrique. La marine des Gardiens de la Révolution (CGRI) y a développé des tactiques et des forces de protection du littoral, au moyen d'une flotte de petits bateaux capables de lancer un grand nombre de missiles de croisière antinavires et de défense côtière. L'Iran a par ailleurs construit une marine régulière en mesure de mener une guérilla navale dans le cadre de sa stratégie de « *déni d'accès et d'interdiction de zone* »[13] dans le Golfe, qui motive aussi l'engagement de l'Iran au Yémen. Depuis 2004, il a développé des missiles de croisière capables de cibler les navires américains, les pétroliers étrangers et les flottes des alliés arabes dans le golfe Persique. Son arsenal de missiles antinavires a changé le rapport des forces navales entre sa marine conventionnelle, composée de petites embarcations rapides et maniables, et la marine américaine, plus grande flotte navale du monde (USIP, 2020).

L'Iran conçoit les opérations de combat naval de la même façon qu'il envisage les opérations terrestres, selon une stratégie de « guerre hybride » recourant à des éléments à la fois conventionnels et non conventionnels. Les ressources navales limitées de l'Iran seraient utilisées pour des attaques à petite échelle contre des cibles militaires et destinées à un blocus du transport de pétrole dans le Golfe. Les forces iraniennes emploieraient à cet effet des tactiques d'essaim, des mines (au nombre de 5000), des missiles antinavires, des roquettes, des sous-marins miniatures et conventionnels, de petits bateaux, des nageurs de combat, des drones. En outre, l'Iran construit également une marine de haute mer pour lui permettre de monter une défense avancée en dehors du Golfe et d'infliger des pertes aux forces navales ennemies avant qu'elles ne tentent de traverser le détroit (Eisenstadt & Paz, 2014).

La menace des missiles antinavires à longue portée iraniens obligerait la flotte ennemie à rester à au moins 65 milles marins (120 kms) au large (Freedberg, 2014). Autrement dit, les technologies de défense modernes ont rendu les assauts amphibies beaucoup plus difficiles et complexes. Car une force de débarquement se déplaçant généralement à la vitesse de 8 milles nautiques/heure (15 km/h) « *serait vulnérable aux missiles guidés antichar tirés depuis des positions à terre* » et les missiles de croisière antinavires, en obligeant l'attaquant à rester plus loin en mer, rendraient « *les véhicules amphibies encore plus exposés* » (Stratfor, 2014).

Missiles de croisière d'attaque terrestre iraniens (et alliés)	
Nom	**Portée (kms)**
Mobin	450
Ya Ali	700
Quds-1	700–1,350
Hoveizeh	1,300
Soumar	2000

[13] En anglais, "*Anti Access/Area Denial*" (A2/AD). Les capacités de déni d'accès visent à prévenir ou limiter le déploiement de forces adverses dans un théâtre d'opérations éloigné, tandis que les capacités d'interdiction de zone sont utilisées pour restreindre leur liberté de manœuvre une fois sur le théâtre (Krepinevich, 2009 ; Seliktar & Rezaei, 2020, p. 221).

Missiles de croisière antinavires iraniens	
Nom	**Portée (kms)**
Nasr	30
Jask-2	35
Noor	120
Ghader	200
Ghadir	300

Source: Peter Brookes, "Iran's Extensive Cruise Missile Program Requires U.S. Action", *Backgrounder*, n°3460, Heritage Foundation, Washington, 6 janvier 2020, p.7.

Conclusion

L'Iran est une puissance révisionniste – réfractaire au *statu quo* international – dotée d'une doctrine militaire défensive qui cherche à minimiser les risques, prévenir l'escalade dans un conflit et renforcer ses capacités de dissuasion. Après la guerre avec l'Irak, le pays a lancé un programme majeur pour reconstruire, étendre et moderniser ses forces armées au titre d'une stratégie globale animée par au moins trois impératifs interdépendants : le désir d'atteindre l'autonomie dans tous les domaines de la vie nationale, y compris militaire ; une détermination à transformer l'Iran en une puissance régionale capable de projeter son influence et même sa puissance dans tout le Moyen-Orient et au-delà ; et l'impératif de renforcer sa capacité de dissuasion face aux diverses menaces perçues afin de prévenir de nouvelles agressions. À long terme, le régime iranien cherche à réaliser le développement complet et durable du pays aux plans politique, culturel, économique et militaire, en équilibrant ses ressources et ses limites stratégiques et en améliorant les atouts géopolitiques, la stature et l'engagement du pays.

La politique iranienne, initialement dictée par l'idéologie, est devenue pragmatique. L'Ayatollah Khomeyni a fait référence au concept de *maslahat* pour justifier son acceptation du cessez-le-feu mettant fin à la guerre Iran-Irak, expliquant qu'il était « *fondé uniquement sur l'intérêt de la République islamique* ». En établissant ce principe, il a formalisé la suprématie de la raison d'État sur les principes de l'Islam en tant que précepte guidant la prise de décision iranienne aux hauts niveaux tout comme l'action des fantassins du régime. L'argument qui sous-tend ce précepte est que de la survie de la République islamique dépend de celle de l'islam révolutionnaire qui l'inspire (Eisenstadt, 2005, p. 5).

Les dirigeants iraniens cherchent à sanctuariser leur territoire national et à dissuader ou contrecarrer tout effort pour envahir, intimider l'Iran ou y susciter un changement de régime. S'il est difficile d'évaluer le niveau des représailles iraniennes, les analystes sont quasi unanimes : l'Iran dispose des moyens nécessaires pour non seulement riposter, mais aussi pour semer le chaos dans la région. Téhéran possède un arsenal de missiles lui permettant de conduire à la fois des opérations tactiques, y compris d'anti-accès, et des opérations stratégiques de rétorsion, y compris dans une logique d'escalade militaire. Téhéran a conçu un ensemble complexe de capacités militaires combinant des forces conventionnelles et irrégulières.

La réponse de l'Iran aux défis et opportunités régionaux au lendemain de sa guerre avec l'Irak impliquait une stratégie défensive façonnée par des objectifs de plus en plus ambitieux, des ressources limitées et des exigences situationnelles imprévues. Après l'invasion américaine de l'Irak en 2003, la stratégie militaire iranienne comprenait trois objectifs fondamentaux : défendre le territoire et les intérêts iraniens contre toute forme d'intrusion ou d'attaque extérieure ; sauvegarder les valeurs islamiques et le droit de la nation de vivre

en liberté sans recourir à une opération militaire ; et favoriser la reprise à long terme de la guerre Iran-Irak en renforçant la stabilité régionale. Mais tout comme l'armée chinoise des années 1980, les forces armées iraniennes sont importantes par le nombre mais mal équipées.

Pour compenser son infériorité militaire, le style de guerre iranien met l'accent sur la nécessité d'éviter ou de dissuader les conflits conventionnels tout en faisant progresser ses intérêts de sécurité dans la région, par la propagande, la guerre psychologique et les opérations conduites par procuration. Armé de patience stratégique, Téhéran a évité les coûts élevés de la guerre régulière et s'est abstenu d'attaquer ouvertement des acteurs plus puissants qui auraient pu menacer le régime. La dissuasion de l'Iran repose en grande partie sur trois capacités de base : des missiles balistiques et de croisière capables de frappes à longue portée ; des forces navales capables de menacer la navigation dans le golfe Persique et le détroit d'Ormuz ; et des opérations non conventionnelles utilisant des alliés ou *proxies* à l'étranger qui servent de réserve internationale de main-d'œuvre aguerrie et fidèle au CGRI. Il est peu probable que cette stratégie change considérablement à court terme : les dirigeants iraniens restent conscients de l'infériorité technologique de leurs forces armées vis-à-vis de leurs principaux adversaires.

Les *proxies* sont devenus un trait du « modèle de guerre » iranien, qui repose sur une doctrine et une capacité conçues pour mener une guerre à distance par procuration dans des territoires étrangers. Cela a une valeur hautement stratégique : une approche militaire flexible permettant de maintenir un cordon de sécurité défensif éloigné et de projeter sa puissance militaire dans les pays-cibles. Elle a des racines dans l'idéologie et les expériences de guerre de l'Iran. Mais son développement a été accéléré, son efficacité améliorée et sa résilience renforcée par de vastes déploiements dans des configurations variables sur les théâtres de conflit au Moyen-Orient, en particulier en Syrie et en Irak. L'Iran a développé une approche « à l'échelle du théâtre », utilisant différents territoires et domaines pour répondre aux adversaires et déployant du personnel et de l'expertise au-delà des frontières nationales. La politique de l'Iran dans son voisinage est coûteuse économiquement et diplomatiquement. Le régime estime néanmoins que ces coûts sont acceptables puisqu'ils conditionnent la stratégie de dissuasion non nucléaire de l'Iran.

Les menaces iraniennes visent à décourager les États voisins de coopérer avec Washington. L'Iran n'a pas d'autre moyen d'inhiber une attaque américaine que de s'appuyer sur une dissuasion indirecte menaçant les alliés américains proches. Les tenir en otage rappelle à Washington que Téhéran les attaquerait probablement pour toute frappe américaine, tout en les encourageant simultanément à faire pression sur le Pentagone pour ne pas l'attaquer. La politique iranienne est tout sauf aventuriste. Mais ce n'est pas parce que l'Iran veut éviter une guerre directe avec les États-Unis que sa réponse ne serait pas féroce. Si la dissuasion échouait, il chercherait à imposer un coût élevé à son adversaire et à rétablir la dissuasion en utilisant toute la gamme de ses capacités. La crainte d'un tel retour de flamme est ce qui a empêché les précédentes administrations américaines de trop intimider Téhéran. Une guerre avec l'Iran, contrairement à la guerre américaine en Irak, se déroulerait

dans toute la région. C'est ce qu'affirme en 2019 l'Ayatollah Ahmad Alam ol-Hoda, représentant du Guide suprême :

> L'Iran d'aujourd'hui n'a pas les contraintes géographiques du passé. Aujourd'hui l'Iran, c'est est aussi les UMP [Unités de mobilisation populaire] de l'Irak, le Hezbollah libanais, Ansarullah au Yémen, le Front national syrien, le Jihad islamique palestinien et le Hamas. Tous sont venus représenter l'Iran et, par conséquent, l'Iran n'est plus seulement nous. […] La résistance de la région a un chef et ce chef est le Guide suprême de la Révolution islamique d'Iran. (Chipman, 2019, p. 195).

Dans un scénario de guerre, l'Iran libéré des restrictions restantes sur son programme nucléaire et la guerre ne se limiterait pas au territoire iranien. Le champ de bataille inclurait l'ensemble du Moyen-Orient, car Téhéran donnerait le feu vert à des frappes massives contre les forces, bases et alliés des États-Unis ainsi que les actifs pétroliers internationaux. En outre, « *ce qui vient après la guerre pourrait être pire que la guerre elle-même. Chacun doit donc garder à l'esprit qu'une guerre américano-iranienne serait un enfer sanglant pendant et après les combats. C'est une bonne chose* » que ni les décideurs américains « *ni les dirigeants iraniens ne souhaitent actuellement un conflit. Mais s'ils changent d'avis, seul un carnage s'ensuivra* » (Goldenberg, 2019).

Téhéran n'est pas disposé à renoncer au bénéfice de ses efforts pour obtenir un cycle combustible nucléaire complet. La question est de savoir jusqu'où un Iran plus confiant serait prêt à aller pour le conserver. Une initiative militaire de grande ampleur, américaine ou internationale, aurait peu de chances de parvenir à le contraindre. La taille même de l'Iran, à la fois en termes de superficie et de population, dissuade l'invasion. Au-delà même de toute considération militaire, la géographie, par son relief et sa position comme l'un des centres de gravité du mikado moyen-oriental, est le principal allié de l'Iran. Seul un grand marchandage permettrait de sortir de l'impasse. Faute de cela et hors les cas d'accident ou erreur de calcul, comme toujours en pareilles circonstances, l'impasse risque de perdurer au moins jusqu'à une (très) hypothétique implosion du régime.

Bibliographie

AARABI, Kasra, "*The Fundamentals of Iran's Islamic Revolution*", Londres, Tony Blair Institute for Global Change, février 2019.

ABDO, Geneive, "Re-Thinking the Islamic Republic", *The Middle East Journal*, n°1, 2001, pp.9-24.

ADIB-MOGHADDAM, Arshin, *A Critical Introduction to Khomeini*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014

ABRAHAMIAN, Ervand, *Khomeinism*, Berkeley, University of California Press, 1993.

AHMADI, Hamid, "The Dilemma of National Interest in the Islamic Republic of Iran", in Homa Katouzian & Hossein Shahidi (ss.dir.), *Iran in the 21st Century*, New York, Routledge, 2008.

AJILI, Hadi & Mahsa ROUHI, "Iran's Military Strategy", *Survival*, novembre 2019, pp.139-152.

ALFONEH, Ali, "The Basij Resistance Force: A Weak Link in the Iranian Regime?", Washington Institute for Near East Policy, 5 février 2010.

ALFONEH, Ali, "What do Structural Changes in the Revolutionary Guards Mean ?", American Enterprise Institute, septembre 2008.

ATABAKI, Touraj, "Historiography of Twentieth Century Iran", in Touraj Atabaki (ss.dir.), *Iran in the 20th Century*, Londres, I.B. Tauris & Co Ltd., 2009.

BARZIN, Nader, *L'Iran nucléaire*, Paris, L'Harmatan, 2005.

BAYARD, Jean-François, *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard, 1996.

BLANCHE, Ed, "Trump takes on Iran's missile threats", *Arab Weekly*, 12 février 2017.

BORGER, Julian, "Wikileaks Cables : Egypt 'Turned Down' Black-Market Nuclear Weapons Deal", *The Guardian*, 19 décembre 2010.

BROOKES, Peter, "Iran's Extensive Cruise Missile Program Requires U.S. Action", *Backgrounder*, n°3460, Heritage Foundation, Washington, 6 janvier 2020.

BUCALA, Paul & Fred KAGAN, "Iran's Evolving Way of War: How the IRGC Fights in Syria", 24 mars 2016.

CAMPBELL, David, *Writing Security : United States Foreign Policy and the Politics of Identity*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1998.

CHIPMAN, John (ss.dir.), *Iran's Networks of Influence in the Middle East*, Londres, IISS, 2019.

CONNELL, Michael, "Iran's Military Doctrine", Washington, U.S. Institute of Peace, 11 octobre 2010

CONNELL, Michael, "*The Influence of the Iraq Crisis on Iranian Warfighting Doctrine and Strategy*", Alexandria, CNA Corporation, avril 2007.

CORDESMAN, Anthony & Aaron LIN, "*The Iranian Sea-Air-Missile Threat to Gulf Shipping*", Washington, CSIS, février 2015.

CRIST, David, *The Twilight War*, New York, Penguin Press, 2013.

DARAGAHI, Borzou, "Israel's 1981 bombing of Iraq nuclear reactor may have fuelled Saddam's nuclear ambitions", *The Independent*, 7 juin 2021.

DARAGAHI, Borzou, "Iran Wants to Stay in Syria Forever", *Foreign Policy*, 1er juin 2018.

DE GROOT, Joanna, *Religion, Culture and Politics in Iran*, New York, I.B.Tauris & Co. Ltd, 2007.

DUECK, Colin, *Reluctant Crusaders*, Princeton, Princeton University Press, 2006.

EHTESHANMI, Anoushiravan, *Iran: Stuck in Transition*, Londres, Routledge, 2017.

EISENSTADT, Michael, "*Chemical and Biological Weapons and Deterrence*", Alexandria, Chemical and Biological Arms Control Institute, 1998.

EISENSTADT, Michael, "Living with a Nuclear Iran?", *Survival*, n°3, automne 1999, pp.132-137.

EISENSTADT, Michael, "Delay, Deter and Contain, Roll Back", in Geoffrey Kemp (ss.dir.), *Iran's Bomb*, Washington, Nixon Center, 2004, pp.13-31.

EISENSTADT, Michael, "*Not by Sanctions Alone: Using Military and Other Means to Bolster Nuclear Diplomacy with Iran*", Washington Institute for Near East Policy, Washington, juillet 2013.

EISENSTADT, Michael & Alon PAZ, "Iran's Evolving Maritime Presence", Washington Institute for Near East Policy, Washington, 13 mars 2014.

EISENSTADT, Michael, "The Strategic Culture of the Islamic Republic of Iran", Quantico, Marine Corps University, novembre 2015.

ELLEMAN, Michael, "*Iran's Missiles*", Washington, US Institute of Peace, 15 janvier 2021.

ERICKSON, Stanley, "Economic and Technological Trends Affecting Nuclear Nonproliferation", *Nonproliferation Review*, été 2001, pp.40-54.

ESFANSIARI, Haleh & Shaul BAKHASH, "The Long Career of Ali Akbar Hashemi Rafsanjani", *The Atlantic*, 6 mars 2017.

FAIRCLOUGH, Norman, *Critical Discourse Analysis*, New York, Routledge, 2010.

FARHI, Farideh, "Crafting a National Identity amidst Contentious Politics in Contemporary Iran", in Homa Katouzian & Hossein Shahidi (ss.dir.), *Iran in the 21st Century*, New York, Routledge, 2008.

FARROKH, Kaveh, *Iran at War: 1500-1988*, New York, Osprey Publishing, 2011.

FASSIHI, Farnaz & Steven LEE MYERS, "Defying U.S., China and Iran Near Trade and Military Partnership", *New York Times*, 27 mars 2021.

FASSIHI, Farnaz & Steven LEE MYERS, "China, with $400 Billion Iran Deal, Could Deepen Influence in Mideast", *New York Times*, 28 mars 2021.

FITCH, Asa & Jay SOLOMON, "Iran Leader Ayatollah Ali Khamenei Calls U.S. 'Embodiment of Arrogance'", *Wall Street Journal*, 11 juillet 2015.

FRANCK, Thomas, *The Power of Legitimacy Among Nations*, Oxford, Oxford University Press, 1990.

FREEDBERG, Sydney J. Jr., "Marines Seek New Tech To Get Ashore vs. Missiles : Reinventing Amphib Assault", *Breaking Defense*, 16 avril 2014

GERAMI, Nima, "Iran's Strategic Culture", in Jeannie Johnson *et alii* (ss.dir.), *Crossing Nuclear Thresholds*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2018.

GERANMAYEH, Ellie, *Reviving the Revolutionaries*, Londres, European Council on Foreign Relations, 2020.

GILES, Gregory, "The Crucible of Radical Islam", in Barry Schneider & Jerrold Post (ss.dir.), *Know Thy Enemy*, Maxwell Air Force Base, Alabama, Air University, 2003.

GOLDENBERG, Ilan, "What a War with Iran Would Look Like", *Foreign Affairs*, 4 juin 2019.

GRAHAM, Stephen, "Cities as Battlespace: The New Military Urbanism", *City*, vol.13, 2009, pp.383-402.

HAMEL, Tewfik, "Le programme nucléaire iranien, une équation aux multiples inconnues", *Revue Défense Nationale et sécurité collective*, n°7, juillet 2007, pp.49-58.

HAMEL, Tewfik, "De la *Long War* à l'*Asia-Pacific Pivot* : vers la non-centralité de la guerre irrégulière ?", *NAQD*, n°31, 2014, pp.53-81.

HAMEL, Tewfik, "La lutte contre le terrorisme et la criminalité : Un changement de paradigme ?", *Sécurité globale*, n°5, 2016, pp.45-79.

HAMEL, Tewfik, "La technologie et le 'style de guerre américain'", *Res Militaris*, vol.11, n°1, Hiver-Printemps 2021.

HECHTKOPF, Kevin, "Panetta : Iran cannot develop nukes, block strait", *CBS News*, 8 janvier 2012.

HENDEL, Yoaz, "Iran's Nukes and Israel's Dilemma", *Middle East Quarterly*, hiver 2012, pp.31-38

HOYT, Timothy, *Military Industry and Regional Defense Policy*, New York, Routledge, 2007.

HULL, Isabel, *Absolute Destruction*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 2004.

HUNTER, Shireen T, *Iran's Foreign Policy in the Post-Soviet Era*, Santa Barbara, Praeger, 2010.

HYMANS, Jacques, *The Psychology of Nuclear Proliferation*, New York, Cambridge University Press, 2006.

IISS, "Open-source analysis of Iran's missile and UAV capabilities and proliferation", Londres, avril 2021.

JOHNSTON, Alastair Iain, *Cultural Realism*, Princeton, Princeton University Press, 1995.

KAMRAVA, Mehran, *Iran's Intellectual Revolution*, New York, Cambridge University Press, 2008.

KARIMI, Nasser, "Rafsanjani, Iran leader whose life mirrored nation's, dies", *Associeted Press*, 9 janvier 2017.

KATZENSTEIN, Peter (ss.dir.), *The Culture of National Security*, New York, Columbia University Press, 1996.

KAVAL, Allan, "L'Iran, de la Révolution constitutionnelle au règne de Reza Shah Pahlavi (1906-1941)", *Les clés du Moyen-Orient*, 2012 : https://www.lesclesdumoyenorient.com/L-Iran-de-la-Revolution-constitutionnelle-au-regne-de-Reza-Shah-Pahlavi-1906

KHAN, Saira, *Iran and Nuclear Weapons*, New York, Routledge, 2010.

KLEIN, Bradley, "Conclusion : Every Month is 'Security Awareness Month'", in Keith Krause & Michael Williams (ss.dir.), *Critical Security Studies*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1997.

KREPINEVICH, Andrew, "The Pentagon's Wasting Assets", *Foreign Affairs*, n°4, juillet-août 2009.

LANDLER, Mark, "Clinton Raises U.S. Concerns of Military Power in Iran", *New York Times*, 15 février 2010.

LANTIS, Jeffrey, "Strategic Culture", in Jeannie L. Johnson *et alii* (ss.dir.), *Strategic Culture and Weapons of Mass Destruction*, New York, Palgrave Macmillan, 2009, pp.33-52.

LAVOY, Peter, "Nuclear Proliferation over the Next Decade", *Nonproliferation Review*, n°3, novembre 2006, pp.433-454.

LAYNE, Christopher & Bradley THAYER, *American Empire*, New York, Routledge, 2008.

LEBOW, Richard Ned, *The Tragic Vision of Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

LINDEMANN, Marc "Laboratory of Asymmetry : The 2006 Lebanon War and the Evolution of Iranian Ground Tactics", *Military Review*, n°3, mai-juin 2010.

LOTFIAN, Saideh, "Nuclear Policy and International Relations", in Homa Katouzian & Hossein Shahidi (ss.dir.), *Iran in the 21st Century*, Londres, Routledge, 2008, pp.174-196.

MANDEL, Robert, *Coercing Compliance*, Stanford, Stanford Security Studies, 2015.

MAARTIN, Vanessa, *Creating an Islamic State*, New York, I.B.Tauris, 2003.

MCGREAL, Chris, "Revealed : how Israel offered to sell South Africa nuclear weapons", *The Guardian*, 24 mai 2010.

MCINNIS, Matthew J., *Building the Iranian Military*, Washington, American Enterprise Institute, avril 2017.

MCMANUS, Doyle, "Column: Iran's dilemma: a country or a cause", *Los Angeles Times*, 24 janvier 2016.

MCSWEENEY, Bill, *Security, Identity, and Interests*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

MCSWEENEY, Bill, "Identity and Security", *Review of International Studies*, n°1, 1996, pp.81-93.

MILLER, Judy, "Iraq, Iran Vent Frustration on Each Other's Civilians", *New York Times*, 7 avril 1985.

MORROW, John Andrew, *Religion and Revolution*, Newcatle, UK, Cambridge Scholars Publishing, 2012.

MURRAY, Williamson & Kevin WOODS, *The Iran-Iraq War*, New York, Cambridge University Press, 2014.

MURRAY, Williamson, "Thoughts on Grand Strategy", in Williamson Murray et alii (ss.dir.), *The Shaping of Grand Strategy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011, pp.1-33

NADIMI, Farzin, "*Iran's Evolving Approach to Asymmetric Naval Warfare*", Washington, Washington Institute for Near East Policy, 24 avril 2020.

OSTOVAR, Afshon, *Vanguard of the Imam*, Oxford, Oxford University Press, 2016.

PARSI, Trita, *Losing an Enemy*, New Haven, Yale University Press, 2017.

PARSI, Trita, "Israeli–Iranian relations assessed", in Homa Katouzian & Hossein Shahidi (ss.dir.), *Iran in the 21st Century*, New York, Routledge, 2008.

PETERSON, Scott, "How Iran could beat up on America's superior military", *Christian Science Monitor*. 26 janvier 2012.

POIS, Robert & Philip LANGER, *Command Failure in War*, Bloomington, Indiana University Press, 2004.

PONEMAN, Daniel, *Nuclear Power in the Developing World*, Londres, George Allen & Unwin, 1982.

PORTER, Gareth, *Manufactured Crisis*, Washington, Just World Books, 2014.

POSEN, Barry, *The Sources of Military Doctrine*, Ithaca, Cornell University Press, 1984.

RAMAZANI, Rouhallah, "Reflections on Iran's Foreign Policy", in John Esposito & Rouhallah Ramazani (ss.dir.), *Iran at the Crossroads*, New York, Palgrave, 2001.

RAZOUX, Pierre, *The Iran–Iraq War*, Cambridge, MA, Belknap Press, 2015.

REZAEI, Farhad, *Iran's Nuclear Program*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2017.

ROUX, Georges, *Ancient Iraq*, New York, Penguin, 1993.

ROY, Olivier, "The Crisis of Religious Legitimacy in Iran", *Middle East Journal*, 1999, pp.201-216.

RUBIN, Barry, *Crises in the Contemporary Persian Gulf*, Londres, Frank Cass, 2002.

RUBIN, Michael, "From Invasion to Occupation", *New York Sun*, 12 avril 2006.

SADJADPOUR, Karim, *Reading Khamenei*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 2009.

SAM, Wilkin, "Iran Considered Nuclear Weapons during 1980s Iraq War, Ex-president...", *Reuters*, 29 octobre 2015

SAMII, Abbas William, "The Iranian Nuclear Issue and Informal Networks", *Naval War College Review*, n°1, 2006.

SELIKTAR, Ofira & Farhad REZAEI, *Iran, Revolution, and Proxy Wars*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2020.

SIPRI, *Trends in World Military Expenditure, 2020*, Stockholm, avril 2021.

STEPHENS, Bret, "The Man Who Humbled Qassim Suleimani", *New York Times*, 11 janvier 2019.

STRATFOR, "The Geopolitics of Iran: Holding the Center of a Mountain Fortress", 16 décembre 2011.

STRATFOR, "Since D-Day, Amphibious Operations Have Become More Complex", 6 juin 2014.

TAKEYH, Ray, *Guardians of the Revolution*, Washington, Oxford University Press, New York, 2009.

TAREMI, Kamran, "Iranian Strategic Culture", *Contemporary Security Policy*, vol.35, n°1, 2014, pp.3-25.

TORFING, Jacob, *New Theories of Discourse*, Oxford, Blackwell, 1999.

USIP, "Iran's Arsenal of Cruise Missiles", Washington, United States Institute of Peace, 6 juin 2020

WARD, Steven, *Immortal : A Military History of Iran and Its Armed Forces*, Washington, Georgetown University Press, 2009.

WARD, Steven, "The Continuing Evolution of Iran's Military Doctrine", *Middle East Journal*, n°4, automne 2005, pp.559-576.

WRIGHT, Robin, "Eight years of Khomeini transform Iran", *Christian Science Monitor*, 30 janvier 1987.

YOUNGS, Gillian, "Beyond the 'Inside/Outside' Divide", in Jill Krause & Neil Renwick (ss.dir.), *Identities in International Relations*, Londres, Macmillan, 1996.

ZAKARIA, Tabassum, "Iran keeping option open on nuclear weapon – U.S. spy chief", *Reuters*, 31 janvier 2012.

ZAKARIA, Tabassum & Mark HOSENBALL, "Special Report : Intel shows Iran nuclear threat not imminent", *Reuters*, March 23, 2012.

ZECCHINI, Laurent, "Interview : Hassan Rowhani, chargé du dossier nucléaire iranien, s'exprime à propos des négociations avec l'union européenne et des menaces militaires américaines", *Le Monde*, 25 février 2006.

ZELIZER, Julian, *Arsenal of Democracy*, New York, Basic Books, 2009.

ZIEMKE, Caroline, "*Strategic Personality and the Effectiveness of Nuclear Deterrence*", Washington, Institute for Defense Analyses, septembre 2001.

Institut
EGA

Institut d'études de géopolitique appliquée
121 rue du Vieux Pont de Sèvres
92100 Boulogne-Billancourt
Tél. +33 3 85 51 27 78
www.institut-ega.org

ISSN 2739-3283
En libre accès
Dépôt légal : Octobre 2023
Tous droits réservés
Imprimé en France